

Altercommunisme

n°3 - Le cahier du séminaire Communisme - Troisième séance, 30 mars 2013

Où est le pouvoir ? Que faire de l'État ?

Communisme

Séminaire

Introductions

- Quelques enjeux pour une critique contemporaine de l'État et du pouvoir* - Gilles Alfonsi 3
Contester le pouvoir et l'État : changer les rapports sociaux - Makan Rafatdjou 7

Interventions

- Transformation et assouplissement de l'État* - Bernard Calabuig 10
Face à l'État, instrument de domination, arracher des pouvoirs - Pierre Zarka 12
Dépérissement du monopole de la violence légitime - François Calaret 13
Qui fait de la politique ? - Daniel Rome 14
Démocratisation radicale et dépérissement de l'État - Laurent Lévy 16
Rôle de l'État et État-nation - Leo 17
Le démembrement de l'État, apparent dépérissement - Michel Mouréreau 18
Mutations de l'État et conditions de son dépérissement - Francis Sitel 19
Le rôle du politique, non pas diriger mais faire ensemble - Patrick Vassallo 20
Prendre conscience de son pouvoir - René Moustard 22
Déconstruire "l'État" au lieu de le diaboliser - Gilles Alfonsi 23
Auto-organisation et la démocratie politique citoyenne - Jean-Claude Mamet 24
Appropriation du pouvoir par le peuple et dépérissement de l'État - Bruno Bessière 26
Penser un au-delà de l'État - Makan Rafatdjou 27
Ecoles du pouvoir et État fluctuant - Guillaume Attencourt 27

Ce troisième numéro d'*Altercommunisme* contient les textes des interventions prononcées lors de la troisième séance du séminaire *Communisme*, le 30 mars 2013, animée par Philippe Stierlin. Certains ont été revus par les participants, qui ont choisi de conserver, entièrement, partiellement ou pas le style parlé, et parfois d'approfondir certaines réflexions. Une précision : les introductions sont faites à titre individuel, comme points de vue destinés à lancer le débat.

+ d'info : www.communistesunitaires.net

Réalisation : Michèle Kiintz, Jean Tailleux, André Pacco et Gilles Alfonsi - Transcription : Nadia Pinson

Note d'intention du séminaire Communisme

Initié par l'Association des communistes unitaires, ce séminaire a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du 21^e siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Si la transformation révolutionnaire de la société ne s'écrit pas à l'avance dans son menu, si elle ne peut être livrée clés en mains à ceux qui n'en seraient dès lors que ses bénéficiaires, il n'empêche qu'elle ne se fera ni par la volonté du Saint Esprit, ni par simple coïncidence des différentes luttes populaires. Une pensée-théorie du "dépassement", en même temps que des expérimentations et des pratiques, est nécessaire.

Face à la crise globale du système capitaliste, se projeter au-delà de son horizon est devenu l'enjeu du présent.

Nous nous inscrivons dans la continuité du courant historique communiste dans ce qu'il a porté de meilleur au cours des siècles : combat contre toutes les oppressions et toutes les aliénations, combat pour l'égalité - de la Commune aux luttes populaires contre le colonialisme, de l'exigence du droit de vote des femmes à la lutte contre tous les racismes... -, combat contre toutes les dépossessions et contre la marchandisation de tout.

Dans le même temps, nous cherchons à refonder l'engagement communiste, pour affronter les défis d'aujourd'hui : ceux de la mondialisation des relations économiques, sociales et culturelles, ceux de l'ère nouvelle ouverte par la généralisation des nouvelles technologies de l'information, ceux de l'autogestion et du pouvoir du peuple, ceux de l'épuisement de la planète et de la sauvegarde de l'espèce humaine, ceux qui associent la promotion de toutes les solidarités et le respect de l'individualité de chacun. Nous cherchons à réfléchir à la révolution aujourd'hui nécessaire, pour dépasser le capitalisme et toutes les dominations : révolution démocratique, pour rompre avec la citoyenneté pauvre du système délégué actuel, avec des formes de représentation qui pervertissent la démocratie ; révolution qui investisse aussi le champ du travail, de sorte que la production du "nécessaire" ne soit plus - pour les productrices et les producteurs - la négation de la "libre réalisation de soi-même".

Nous voulons réfléchir - avec celles et ceux que ces réflexions intéressent, sans esprit de boutique et volontairement à l'écart des enjeux de pouvoir et de relations entre organisations - non pas à un

programme mais à une direction à prendre. Et nous le concevons non pas en vase-clos, comme si notre culture politique ne devait pas se mêler à d'autres, mais, au contraire, de manière ouverte, en favorisant les métissages sans uniformisation. Ainsi, par exemple, nous serons en dialogue avec les militants de l' "éco-socialisme", terme dont nous interrogerons l'intérêt et les limites.

Nous pensons que cela peut être utile pour que les luttes les plus immédiates soient moins récupérables et plus puissantes, et que se projeter dans la perspective d'une organisation de la société - non pas une utopie-modèle prête à l'emploi mais l'utopie - à la fois espoir et tension déterminée à changer le réel -, contribue à déterminer les vrais rapports de forces. La sécurité sociale - une avancée communiste, selon nous - aurait-elle vu le jour si ceux qui l'avaient inventée s'étaient contentés de penser dans les limites de ce qui semblait possible dans un pays alors ravagé par la guerre ?

Face à une crise globale du système capitaliste, qui recouvre toutes les sphères de la vie humaine, se projeter au-delà de son horizon est devenu l'enjeu du présent. Certains ont préféré abandonner le nom communiste, entaché par le "socialisme réel" des pays de l'Est et les crimes faits en son nom. Mais existent alors le risque de jeter le bébé avec l'eau du bain, la tendance à rabougir l'ambition et finalement la possibilité de renoncer à la radicalité nécessaire, dans un monde où l'entre-deux n'est plus possible.

Ainsi, on peut n'avoir aucune complaisance envers les crimes commis au nom du communisme et ne rien céder à la nécessité de cette transformation de la société dont "communisme" est le nom. Au contraire, nous pensons que le communisme, refondé, revivifié, peut être un puissant catalyseur : non pas un parti, ni une institution mais mouvement d'idées et d'actions, dynamique politique populaire où l'appropriation du devenir commun, par chacun-e, résulte d'une élaboration collective incessante, seule susceptible de fournir des repères aux élans de spontanéité qui caractérisent toute révolution. Elaboration à laquelle des initiatives et forces politiques peuvent bien sûr contribuer, mais pas seules et sans aucune prééminence. Cela ne nous empêche pas de "faire de la politique" avec tous les antilibéraux, les anticapitalistes, les libertaires, les socialistes, les autogestionnaires, les alternatifs, les écologistes radicaux, les postcapitalistes et beaucoup d'autres ; c'est même le contraire : avec notre boussole - notre communisme -, nous ne concevons notre action que dans la convergence avec toutes les forces et tous les citoyens qui veulent rompre avec l'ordre libéral, économique, social ou politique. ♦

Quelques enjeux pour une critique contemporaine de l'État et du pouvoir



Gilles Alfonsi

Les questions du pouvoir et celles de l'État sont si vastes qu'à mon sens il n'existe pas d'autres possibilités, dans le cadre d'un tel séminaire, que de proposer quelques idées générales, sans d'ailleurs pouvoir les traiter en profondeur.

Je voudrais mettre en place trois hypothèses qui, me semble-t-il, vont à l'encontre aussi bien de la culture commune, c'est-à-dire de la vision banale qui domine les représentations mentales dans la société, que de la manière, tout aussi habituelle, d'aborder la question du pouvoir et de l'État dans l'espace politique de la "gauche", et singulièrement du côté du communisme politique organisé - ce qui montre que nous avons du mal à ne pas laisser envahir nos consciences et nos inconscients par l'idéologie dominante, et que nous avons aussi un défaut d'élaboration explicite sur ces sujets.

Ma première proposition est d'en finir avec une vision homogène du pouvoir, une vision homogène de l'État, que nous ne cessons d'utiliser.

Les deux visions dominantes - celle qui est hégémonique dans la société et celle que nous pensons alternative à la pensée hégémonique - confondent et assimilent toutes les deux le pouvoir à l'État.

Mais de quoi parle-t-on quand on parle du pouvoir ? Du pouvoir de faire quelque chose, du pouvoir sur quelque chose ou quelqu'un, du pouvoir de faire avec ou de faire contre ? Parlons-nous de l'individu, de groupes, de classes, de sociétés, d'institutions, de pays ? Parlons-nous des instances de représentation, de lieux de délibération, de l'administration - mais

laquelle, la haute administration qui oriente des politiques générales ou le lieu d'accueil qui reçoit l'utilisateur en circonscription du service social, ou encore l'agent représentant de l'institution ? De quels lieux parle-t-on, ayant quelles finalités, quelles puissances idéologiques, quels moyens pratiques ? Parle-t-on des politiques publiques en général, des prestations sociales, des actions qui influencent les représentations des personnes ? Parle-t-on des collectivités territoriales, ou de leurs élus, ou de leurs fonctionnaires, de leurs opérateurs sur le terrain, ou, dans une conception extensive, de tous ceux que la puissance publique soutient ? Espaces voisins, concurrents, complémentaires, qui se confrontent ou sont complices ? Parle-t-on encore plus largement de l'État comme l'ensemble des citoyens pris dans le dispositif institutionnel ? Mais alors, n'y a-t-il pas pluralité d'intérêts, intérêts divergents, intérêts radicalement opposés ?

Si elle veut être performative, la critique de l'État doit considérer que celui-ci n'est ni homogène, ni monolithique, et que les rapports de domination ne sont pas unilatéraux.

À travers ces questions simples et concrètes, nous voyons que chaque fois que nous employons les mots "pouvoir" ou "État", nous ferions bien de préciser ce dont nous parlons. (Pour souligner ce problème, Pierre Bourdieu avait, lui, choisi dans ses dernières années de mettre systématiquement des guillemets au mot "État" !). Mais comment aller au-delà d'un inventaire qui montre la diversité des champs et des définitions possibles du pouvoir et de l'État ?

Pour pointer ce qui se joue dans la nécessité de rompre avec une vision homogène du pouvoir ou de l'État, il suffit de se demander : à qui, à quoi cela sert-il d'entretenir la fiction d'un État unique, contre l'idée d'un État multiple, celle d'un pouvoir qui serait une entité fonctionnant à peu près toujours de la même façon, et celle assimilant le pouvoir à l'État ?

Eh bien, cela sert à mon avis à deux types de personnes : à ceux qui considèrent que tout se tient dans l'ordre actuel, et qu'il ne faudrait pas que soit en crise, menacés ou simplement interrogés, telle ou telle dimension du pouvoir, tels ou tels opérateurs de l'État, car ce serait une brèche pour que l'ordre change ; mais aussi à ceux qui ne se préoccupent pas de l'opérationnalité de l'option d'une transformation radicale

de la société. Pour les premiers, maintenir le pouvoir tel qu'il est, maintenir l'État en l'état va de soi. Pour les autres, éviter de se confronter à ce problème dédouane de la très grande difficulté de l'action transformatrice.

Ma deuxième proposition est de rompre avec la vision monolithique que nous avons et du pouvoir et de l'État (une vision de l'État ou du pouvoir comme des monolithes) c'est-à-dire que nous considérons habituellement que l'un et l'autre sont gravés dans le marbre, immuables, et finalement naturels au lieu d'être relatifs à une histoire toujours singulière, évolutifs et en constante nécessité d'être confirmés, légitimés.

L'État est un lieu de lutte des classes, il n'est pas bêtement l'instrument de l'hégémonie de la classe dominante. Il faut le voir pour mieux nous armer pour son dépérissement - dépassement.

Il serait intéressant de faire un sondage sur l'existence de l'État, en demandant à chacun si l'État a toujours existé, et s'il existera toujours. Si j'étais interrogé au dépourvu à ce sujet, je répondrais spontanément que je pense que l'État a toujours existé et qu'il en faudra toujours un. Ensuite, mais ensuite seulement, je dirais qu'il a sans doute d'abord existé sous d'autres formes, et qu'il existera toujours demain peut-être dans une autre forme, encore. Et si je n'avais pas travaillé pour cette séance de notre séminaire, je ne me serais pas dit que même ma seconde version, où je dirais que l'État a changé et changera, est profondément empreinte de l'idée que l'État est naturel.

En fait, nous naturalisons l'État, de même que nous avons une vision immuable des pouvoirs dans la société. Nous ne voyons pas les choses de manière dynamique. (J'avais été marqué par des propos de Bourdieu sur la sociologie, où il l'évoquait comme un travail sur ce qui ne change pas... Bourdieu parle de la fonction de l'État de « production et de canonisation des classifications sociales »... ce qui n'a rien à voir avec un constat plat que les choses ne peuvent pas changer mais relève d'une prise de conscience de la puissance de l'ordre existant).

On ne se rend plus compte par exemple que l'État central, là je parle de l'État national, incarnation proclamée de l'intérêt général, de la République, doit constamment activer son emprise idéologique et ses dispositifs de coercition, qu'il doit constamment confirmer qu'il est le maître à bord, qu'il doit faire montre de sa puissance, faute de quoi il ne serait plus nécessaire en tant que tel. Tout juste mesure-t-on comment les appareils de l'État, ses relais pénètrent les esprits en même temps qu'ils opèrent sur les rapports sociaux... Cela nous conduit à vouloir renforcer nos esprits

critiques, nos analyses des contradictions, notre bataille personnelle contre l'ordre étatique, mais nous avons peur de dire que l'État n'est pas une donnée naturelle, mais une construction historique et idéologique, que les États recouvrent de multiples réalités, sont différents les uns des autres, selon les époques, les cultures, les lieux...

Et pourquoi l'État a-t-il constamment besoin de réformer ? Est-ce pour affronter les problèmes, vraiment, et changer les choses au fond ? Nous ne cessons de dire précisément l'inverse : il ne résout pas les problèmes. Ma seconde hypothèse est donc que les institutions étatiques sont en combat constant pour fonder, refonder leur légitimité, et qu'à condition que nous en prenions conscience et que nous en tirions les conséquences, c'est là un signe de faiblesse, et non une manifestation de toute puissance. Cela sans doute d'autant plus aujourd'hui que cette légitimité est en crise comme jamais auparavant (ce qui ne veut pas dire que l'État ne continue pas à dominer).

Enfin, **ma troisième proposition est de rompre avec la vision unilatérale** que nous avons le plus souvent **du pouvoir et de l'État**. Ils sont présentés constamment et perçus par nous comme tels en surplomb vis-à-vis de chaque individu et de la société, en surplomb des rapports sociaux qu'ils conditionneraient presque entièrement (quitte à ce que des contre-pouvoirs contribuent eux aussi à la bonne adaptation – reproduction de l'existant).

Le plus souvent, nous voyons à juste titre le pouvoir ou l'État comme une relation inégalitaire, mais nous ne voyons pas que la relation de domination n'est pas simplement le pouvoir d'une institution ou d'une personne sur une autre (institution ou personne), mais une relation complexe : d'une part l'institution ou la personne dominée est actrice de la relation de domination (elle n'est pas sans pouvoir), d'autre part la personne dominée se confronte elle-même à ses doutes conscients, à ses propres représentations et au pouvoir de son inconscient.

Nous ne voyons le plus souvent qu'une relation entre une intelligence politique et un objet passif, là où les rapports sociaux sont remplis d'ambivalence, de contradiction, de dialectique, et doivent faire avec des sujets eux-mêmes sujet des contradictions... Nous ne voyons pas que l'État est un lieu de lutte des classes, et n'est pas bêtement l'instrument de l'hégémonie de la classe dominante. Et du coup, nous ne voyons pas que l'État n'est pas réductible à la domination, il n'est pas QUE, pas seulement, un instrument de domination. Ou pour le dire autrement, la relation de domination n'est pas l'exercice d'un pouvoir de droit divin, absolu ; elle est porteuse elle-même de contradictions. L'erreur que l'on fait souvent, c'est de croire qu'une telle approche

- dialectique - affaiblit la critique de l'État, alors qu'elle l'affine, l'aiguise et, en l'aiguissant, permet de s'armer pour mieux lutter pour son dépérissement - dépassement.

La notion d'intérêt général, reprise sans cesse comme une valeur que nous devons défendre contre les libéraux, est un des masques de l'inégalité. Il faut en démasquer l'ambivalence constitutive et définir l'intérêt commun.

Par exemple, nous reprenons sans cesse la notion d'intérêt général. Nous oscillons : nous lui donnons une valeur positive, nous attendons de l'État que sa politique soit conforme au discours tenu par la droite aussi bien que par le Parti socialiste ; nous revendiquons que l'État soit garant de nos droits, de l'égalité, de la fraternité. Et puis d'autre part, à la marge de l'essentiel de nos discours, nous analysons la manière dont l'État, le législateur et ses lois, l'ensemble du dispositif technocratique punissent les pauvres, généralisent les dispositifs d'évaluation des enfants, disciplinent les banlieues, mènent des politiques racistes, répriment les luttes ; et aussi, par exemple, nous faisons le constat que l'école républicaine reproduit et parfois vitrifie les inégalités...

Or, l'intérêt général est l'un des masques de l'inégalité en même temps qu'en son nom continuent d'exister, grâce aux luttes mais aussi, et pour beaucoup, grâce à l'opinion dominante en faveur de la sécurité sociale et des allocations familiales, des dispositifs communistes de conception universelle.

Nous avons donc de l'intérêt général une approche quelque peu schizophrénique, au lieu de constater son ambivalence constitutive, ainsi que nous devons constater l'ambivalence constitutive de l'État, et chercher donc à fonder d'autres concepts - pourquoi pas la notion d'intérêt commun -, d'autres

institutions pour que ces contradictions soient dépassées (mais là je ne veux pas aller plus loin car nous aurons dans le cadre du séminaire un débat sur la question des processus, du dépassement, de la révolution, de l'évènement...).

Avec la vision commune et notre vision en réalité peu alternative, qui considère l'État comme un bloc et non comme un champ (Bourdieu), nous ne voyons pas que l'ambivalence et les contradictions des pouvoirs et de l'État, les conflits puissants qui s'y mènent, devraient être des leviers d'action, qui peuvent nous projeter (à certaines conditions) vers un autre avenir.

Ces trois propositions - le pouvoir, comme l'État ne sont pas homogènes, ni monolithiques, ni unilatéraux -, mériteraient d'être articulés, agencés ensemble, et j'essaie d'en tirer quelques conséquences pour l'action communiste.

Nous sommes ici probablement convaincus qu'il faut combattre la puissance des logiques institutionnelles en ce qu'elles dépossèdent les citoyens des choix qui les concernent. Nous y voyons de la domination à combattre, nous considérons qu'engager le dépérissement de l'État, ou mettre en cause son pouvoir sur la société, ou encore - prenons une autre formule utilisée par Laurent Lévy le 2 février - proposer la démocratisation radicale de l'État est une clef majeure pour la transformation de la société. Mais lorsque nous disons "il faut engager sans attendre le dépérissement de l'État" (sous entendu sans attendre le grand soir), il est rare que nous ne renvoyions pas quand même ce dépassement à plus tard, à une étape lointaine, voire à une utopie.

Eh bien, ce qui fait que nous renvoyons à plus tard la dépérissement de l'État, c'est peut-être que nous ne voyons pas que le pouvoir n'est pas homogène, qu'il n'est pas monolithique et qu'il n'est pas unilatéral. Autrement dit, nous ignorons - ou nous ne prenons

+ D'INFO



communistes unitaires

www.communistesunitaires.net

blogs.mediapart.fr/communistes-unitaires

cerises
ROUGE, AIGRE-DOUX

www.cerisesenligne.fr

LA
FASE
Fédération
pour une alternative
sociale et écologique

FRONT
DE GAUCHE

www.lafederation.org

pas pleinement la mesure - que le pouvoir est déjà diffus, qu'il est déjà donc partagé (dans la confrontation), qu'à l'intérieur de chaque institution coexistent et s'affrontent déjà des logiques différentes et parfois contradictoires, que des institutions ont elles-mêmes vis-à-vis de l'État central des positions conflictuelles, que des centaines de milliers d'agents de la fonction publique par exemple, dans un pays où les trois fonctions publiques représentent un quart des salariés, sont pour l'essentiel dégagés de l'exigence de rentabilité du capital, que les luttes de classes ont lieu à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des institutions, en même temps que les individus sont aux prises, à l'intérieur d'eux-mêmes avec les logiques dominantes (nous participons ainsi inconsciemment à ce que Marx appelle une « communauté illusoire »).

En interrogeant "Mais enfin de quoi parle-t-on quand on parle de l'État ?", nous faisons exploser le concept d'État, nous mettons en cause sa naturalité, et nous mettons à l'ordre du jour de nouvelles formes démocratiques.

Ces batailles sur ce que recouvre le pouvoir et l'État, les confrontations dont j'ai parlé, sont à la fois dans toute la société, dans les institutions, et en nous-mêmes dans la mesure où nous sommes taraudés par les idées dominantes, déterminés par celles-ci, et en même temps libres de déterminations.

Cela change la manière de traiter la question du dépérissement de "l'État", et du dépassement du pouvoir en tant que formes de domination. Cela stimule tout ce qui en nous, dans la société, au sein des institutions travaille déjà à l'émancipation, au dépassement de l'exploitation, au changement des modes de production, au remplacement des vieilles institutions publiques qui ne tiennent aucun compte de l'avis des usagers, par des institutions publiques nécessaires non par défaut mais en positif pour "faire société" (comme l'avait dit Patrick Vassalo le 2 février).

Ne contournons donc pas le problème. Pour « *déplacer le curseur de la vie politique vers l'appropriation sociale* » (Lucien Sève), il faut mener la bataille non pas seulement de l'extérieur des institutions mais aussi, et en même temps, de l'intérieur de tous les pouvoirs où nous sommes. Et voilà que vient notre question habituelle : comment ne pas s'y perdre, comment ne pas être piégé par l'institution, son pouvoir et ses influences, et aussi les formes de reconnaissance qu'elle délivre. Cette question est difficile, incontournable.

Il me semble qu'en considérant que l'État n'est ni homogène, ni monolithique, ni un pouvoir unilatéral, nous nous donnons des leviers. Cela implique quelques conditions : sortir des illusions sur la bonté ou la

méchanceté naturelle de "l'État", sur sa naturalité, sa permanence, et au contraire envisager dès aujourd'hui une métamorphose aussi bien de la conception du pouvoir que de la substance de l'État. Cela passe, également, selon moi par la contestation, l'implosion du concept d'État (qui n'est pas en elle-même difficile à mettre sur le devant de la scène car en posant la question "mais enfin de quoi parle-t-on quand on parle de l'État ?" on y est déjà). Et la même logique peut être déployée sur la question du pouvoir.

Alors, quels leviers cela donne-t-il ?

S'il n'existe pas d'État homogène, il est alors possible d'avoir prise sur tels et tels lieux, tel ou tel enjeu cardinal, de porter le fer, de mettre le doigt sur les contradictions en son sein, de rapprocher les acteurs qui veulent de la transformation, en dépassant le débat qui nous a pénalisé, en opposant le dedans et le dehors des institutions comme s'il ne fallait pas dans chaque lieu de pouvoir opérer selon une boussole dégagée des conditionnements institutionnels.

Si l'État n'est pas une réalité monolithique, et s'il doit en réalité constamment réaffirmer sa légitimité, cela signifie qu'il est possible d'en contester la légitimité, de signifier qu'il n'a rien d'immuable, de lui opposer d'autres formes démocratiques et institutionnelles, par exemple tournées vers la participation autogestionnaire et non vers la dépossession.

Si l'État n'existe pas en tant que pouvoir unilatéral, l'individu, les groupes, les classes, les mouvements ont prise sur son avenir et acquièrent du pouvoir de contester les pouvoirs et toutes les formes d'État.

Nous sortons ainsi tout à fait, je l'espère, de l'idée de toute puissance de l'État, et aussi de l'impossibilité de penser l'État (cette illusion qui « *existe essentiellement parce qu'on croit que l'État existe* », dicit Bourdieu), qui est un des conditionnements majeurs de l'idéologie dominante. ♦

Gilles Alfonsi

Contester le pouvoir et l'État : changer les rapports sociaux



Makan Rafatdjou

Une fois acceptée la tâche insensée de parler de ce sujet, je me suis demandé à qui je pourrais poser ces questions - Où est le pouvoir ? Que faire de l'État ? - pour m'aider.

Est-ce que je peux les poser à un jeune homosexuel iranien, à un paysan sans terre brésilien, à un musulman kazakh, à un Hutu rwandais, à un Birman, un Taï, un Cambodgien, ou à un Chilien, un Bolivien, un Argentin, un habitant d'un bidonville de Caracas - qui a maintenant eau, électricité, salaire, logement, école, hôpital, mais dont le petit frère dealer a été battu à mort par la milice populaire -, ou à un dirigeant d'entreprise compétent contre Chavez, dont le frère s'enrichit à la tête d'une PME ? Dois-je interroger un Sud-Africain blanc ou un Sud-Africain des townships ? Et si j'allais demander à un jeune Afghan ce que c'est que l'État ou le pouvoir ? À un With de Haward ou à un Black de New-Orleans depuis la tempête ? Ou peut-être à un Chinois à qui j'exposerais le paradoxe que constitue le fait d'avoir découvert l'Amérique en 1421 avant les Espagnols, sans l'avoir colonisée, ou le fait qu'avec des indices de développement similaire au XVIII^e siècle entre la Chine et l'Angleterre, et malgré une tradition déjà millénaire d'une organisation-administration d'État-Empire en Chine, l'un a connu le décollage historique du capitalisme et l'autre pas ? Parce que les Chinois n'ont pas eu Locke ? Peut-être. Et quel Chinois j'interrogerai ? Un jeune apprenti moine tibétain ou un musulman uigur ? Un paysan qui a déversé dans le fleuve sa production porcine malade ou un milliardaire de Shangaï ? Un entrepreneur de Hong Kong ou un cadre du Parti... comment déjà ? Parti communiste, communiste-capitaliste, communiste-libéral-mondial ? Un vieux cadre à la retraite nourri de maoïsme ou un jeune cadre élevé au biberon de Deng Xiaoping ?

Peut-être devrais-je me rabattre pour le moment plutôt sur l'Europe qui, dit-on, a inventé l'État moderne. Mais là encore, qui pourrais-je questionner ? Un Suédois ou un Grec ? Un Anglais ou un Italien ? Un Allemand ou un Roumain ? Un Catalan espagnol ou un Wallon belge ? Peut-être même que je devrais me rabattre sur la France. Mais, en France, je poserais ces questions à un ancien de Metal-Europ, à un ancien de Moulinex, à un ancien de Goodyear ? Ou à un Bol-loré, à un Dassault ou à un Bouygues ? Je demanderais à une infirmière de l'APHP ou au directeur de la société

L'État, le pouvoir, omniprésents, protéiformes, concepts génériques, catégories surdéterminantes... la thématique de ce débat est propre à faire exploser la plus solide des convergences.

du Grand Paris ? À un Bordelais adhérent au méga projet de métropole millénaire de Juppé ou à un habitant d'Aubagne qui ne veut pas de la métropole marseillaise ? À un habitant de Cahors à qui il faut 6 heures pour aller à Paris ou à un habitant de Montpellier à qui il faut 3 heures alors qu'il habite une fois et demie plus loin ? À un vieux chômeur mosellan ou à un jeune chômeur déjà en longue durée d'une cité de la Seine-Saint-Denis ? À un Français pure souche de renommée mondiale s'exilant en Russie ou à un Arabe qui, au bout de quatre générations, n'est toujours pas français ? À un enseignant qui ne maîtrise plus le sens de son travail ou à un jetseter initiateur de startups en série ? Même si j'arrête là les séries à la Prévert, vous vous doutez bien que ce n'était pas innocent...

Donc, je me suis dit que j'avais été bien imprudent d'avoir accepté une telle tâche, de devoir aborder l'État, le Pouvoir, avec des grands É et des grands P, les institutions, sans parler de tout ce qui va avec : démocratie, politique, souveraineté, émancipation, aliénation, etc. L'État, le pouvoir, omniprésents, protéiformes, concepts génériques, catégories surdéterminantes, formes générales mais aussi déclinaisons spécifiques aux combinatoires quasi infinies. C'est là une thématique propre à faire exploser la plus solide des convergences démocratiques, populaires et progressistes ?

Finalement à la suite de cet exposé, liminaire, j'en viens au reste qui n'est pas une synthèse ni une cohérence unitaire forte, mais seulement des éléments fragmentaires. Il n'y a pas une théorie de l'État et encore moins une théorie du pouvoir. Ni même dans

la constellation marxiste. Depuis Marx et Engels, il y a des différences notables de le traitement de la question. Depuis Lénine, plongé lui-même dans une évolution conjoncturelle fulgurante, qui plus est comme acteur et non comme spectateur. Et aussi toute la palette de la constellation marxiste : Trotski, Gramsci, École de Francfort, Lukacs, Althusser, Lefebvre, Poulantzas, plus près de nous Lucien Sève, Negri, Badiou, Žižec, Rancière, Balibar... Où peut-on piocher une théorie de l'État ou du pouvoir ? Nulle part ! Ni même dans les grands apports critiques, chez Foucault, Deleuze et Gattari, Sartre, Castoriadis, Bourdieu... Je vois plusieurs raisons à cette absence.

Embrasser la totalité des champs et dimensions d'une telle réflexion - qui plus est dans une démarche rétro-prospective et à l'échelle mondiale -, relève d'une tâche quasi impossible, d'une synthèse métathéorique.

L'État, ce sont des relations issues de l'ensemble des rapports sociaux, complexes, contradictoires, antagoniques, en constante évolution, qui se déclinent à toutes les échelles...

Mais aussi d'une tâche d'autant plus impossible que "l'État ou "le" pouvoir ne relève pas d'une substance ou d'une réalité objectale dont il serait aisé de traquer la ou les origines, une ou des évolutions. Même dans leurs formes autonomes, ce sont des relations issues de l'ensemble des rapports sociaux, complexes, contradictoires, antagoniques, en constante évolution, qui se déclinent à des échelles différentes - entremêlement du micro et du macro, du local et du mondial.

Trois apports ont retenu mon attention, parmi d'autres. Bien que ce soient des apports qui datent, ils me semblent encore féconds aujourd'hui, et, bien qu'ayant des différences assez notables, ils me semblent en capacité d'avoir des faisceaux de convergence. Je pense à l'apport de Félix Gattari avec le « *capitalisme mondial intégré* », dont il parle dès la fin des années soixante, début des années soixante-dix. Je pense à l'apport d'Henri Lefebvre avec son mode de production étatique. Et aux textes de Nicos Poulantzas.

Ces trois approches-là, avec des vocabulaires différents, parlent de processus de mondialisation accélérée portant tendanciellement à la fois des constructions contradictoires de l'État-nation, une multiplication des flux et instances supra et un délitement infra de l'échelle nationale. Ainsi se déroule une transformation, à l'échelle planétaire, du rôle des États au service de l'économie d'une part, et d'un contrôle de plus en plus grand dans la sphère publique de l'autre. On peut parler de naturalisation de l'existence même de l'État, entre la sphère de l'économie politique, de la politique économique d'une part, et la société de l'autre. Sa capacité à ingérer des contre-

pouvoirs par le biais de son intervention à la fois instituée / instituant et institutionnellement permanente. Et enfin sa capacité à se rendre indispensable à la fois par son omniprésence et par ses absences.

Cet État affirme son rôle historique, aujourd'hui irremplaçable dans la pérennisation, stabilisation et transmission des sociétés. Par exemple face à ce que certains sociologues comme Bauman nomment la "société des victimes", aujourd'hui l'État apparaît comme le seul recours... et il devient dans les représentations de façon contradictoire lieu de recours, de stabilité. Par une dimension aussi quasi symbolique, quasi transhistorique - ça ne veut pas dire anhistorique - par la production de lois et de normes, y compris pour instituer, asseoir la dérèglementation ou son décrochage, par une surproduction des normes. Les individus sont prêts à délaissier une part de leurs libertés pour plus de sécurité, de façon illusoire, à la fois méfiants et demandeurs du rôle maternant de l'État. C'est la propension, même dans une logique de réduction de sa voilure, au développement administratif, bureaucratique, technocratique, autoritaire, son alignement sur des cultures entrepreneuriales viscérales. Une des évolutions récentes de beaucoup d'États est ainsi la généralisation des techniques de management, dans le climat des logiques financières de rentabilité, à l'intérieur même de la sphère des institutions de l'État, l'externalisation-privatisation des services publics, délaissement du gouvernement et de la gouvernementalité, comme dit Foucault, au bénéfice de la gouvernance qui, au mieux, conçoit la gestion des affaires de la cité comme relevant d'un jeu d'acteurs rationnels et raisonnables dans un agir communicationnel idéal pour l'alternance.

Dans le même temps, il y a à la fois concentration du pouvoir aux mains de professionnels de la politique et diffusion de pouvoirs à des échelles multiples (exemple : collectivités territoriales dont le souhait, soutenu par les États, est de devenir la métropole mondiale, ersatz de cités-États d'antan).

Parallèlement à cette question de l'État, il y a celle du pouvoir. Là aussi, il n'y a rien de tel que "le" pouvoir. Cela renvoie d'ailleurs au fantasme sur la prise "du" pouvoir. Faut-il changer le monde en prenant "le" pouvoir, comme Holloway posait le problème ? C'est encore soutenir l'illusion "d'un" pouvoir comme réalité substantielle. Il y a surtout et avant tout des relations et des rapports de pouvoir, j'y insiste, et à toutes les échelles : de la multiplicité des micro-pouvoirs à la pluralité des macro-pouvoirs.

Cette question des micro-pouvoirs est essentielle parce que, du coup, cela sort la question du pouvoir de lieux qui sont essentiellement l'État et les institutions, et ça la ramène dans l'ensemble de la sphère de la société. L'apport essentiel pour moi de Foucault est de montrer que les lieux de pouvoir sont partout, bien que des individus, des groupes d'experts, ou

groupes corporatistes, dessaisissent de leur pouvoir d'agir les autres individus.

Le pouvoir - c'est aussi un problème pour moi - n'est souvent chargé que d'une connotation négative, Gilles Alfonsi l'a évoquée. Or, il faut bien distinguer la question du "pouvoir sur" - sur autrui, sur la nature, qui est un agir aliénant, d'assujettissement, de domination - du "pouvoir de", qui est un agissement émancipateur et créatif, et cela sous diverses formes.

Il y a la question de l'interpellation critique de la domination, de l'activation des capacités d'agir, tel que la développe par exemple Yves Clot par rapport aux questions du travail. Il y a la question des convergences collectives à travers des capacités de croiser des subjectivités différentes en vue d'une fabrique du commun et d'une réflexion-action commune. Et enfin, il y a cette capacité de fédérer des puissances et des énergies diverses, parfois contradictoires, en vue d'une transformation alternative. Ces trois éléments - l'individu, le collectif et cette fédération au-delà du collectif - me semblent relever d'un agir émancipateur qui peut à toutes les échelles, au quotidien, comme dans une élection ou lors d'événements importants, devenir un pouvoir d'agir.

A ce propos, il y a une anecdote que j'aime bien raconter. Lors d'un colloque franco-allemand sur les questions d'urbanisme, je discutais avec un professionnel allemand et je lui posais cette question : d'où vient cette capacité des Allemands à "produire" - entre guillemets - des projets qui sortaient du cadre normal des choses ; il me répond : *« Je ne sais pas, mais j'ai plutôt tendance à penser que vous, les Français, vous faites ce que la loi vous autorise à faire ; nous, en Allemagne, on fait plutôt tout ce que la loi n'interdit pas. »* Dans notre rapport à la loi, nous nous interdisions d'investir tous les champs du possible.

Il existe des questions que l'on ne peut pas éviter. Par exemple, il n'y a pas de société sans normes. Mais quelle normativité, c'est-à-dire quelle production commune créative, positive, de normes partagées comme ciment, liant, d'une société d'en-commun, sans normalisation, c'est-à-dire des normes contraignantes, uniformisantes et violentes qui nous tombent d'en haut ? C'est une question essentielle : comment une société co-produit des normes ensemble, dès lors qu'on veut contester à l'État, aux institutions leur capacité de mettre en oeuvre des solutions alternatives ?

Cette question est d'autant plus déterminante que l'une des particularités de l'action violente du binôme État-marché, c'est premièrement l'introduction de ce que Castoriadis appelle l'insignifiance, par un relativisme généralisé, dans un discours médiatique du "tout se vaut". Tout se vaut, y compris la violence légitime de la contestation et la violence criminelle. Ainsi, il y avait un article édifiant de Pierre Marcelle dans *Libération*, qui montrait comment l'immolation

d'un chômeur était devenue pour les médias un fait divers plutôt qu'un fait politique. Cela relève de l'idéologie de l'insignifiance. Deuxièmement, le binôme État-marché développe une action anesthésiante, nous dit Foucault, combinant action sédatrice d'endormissement et annihilation de la capacité de chacun à créer sa vie. Enfin, il y a aujourd'hui une pression constante d'injonctions contradictoires, produisant soit de la schizophrénie, soit de l'insensé pour chacun. On est à la fois sous l'injonction du consumérisme-productivisme, mais aussi il faut avoir le souci écologique du développement durable. Il faut à la fois promouvoir le vivre ensemble, mais aussi avoir la méfiance sécuritaire généralisée. Il faut à la fois avoir confiance dans les politiques et accepter les discours d'incapacité des politiques. Cela crée de l'insensé.

Il faut bien distinguer la question du "pouvoir sur" - sur autrui, sur la nature, qui est un agir aliénant, d'assujettissement, de domination - du "pouvoir de", qui est un agissement émancipateur et créatif.

Pour finir, une autre dimension importante, c'est qu'il n'y a pas de société sans institué... ce que l'on peut occulter dans une volonté farouche de contestation ou de combat contre les institutions existantes. Aujourd'hui, il faut se demander comment l'action des individus-mêmes peut être instituante, comment on peut instituer autre chose, d'autres types d'institutions, etc., et comment enfin on peut instaurer une dialectique à la fois instituante mais aussi destituante et constituante.

Lorsque les choses sont bloquées, on sait bien comment ça se passe : la "destituante" peut bien être le "dégagisme" des pays arabes, en disant : *« Voilà, on les met dehors »*. Mais sans aller jusque-là, dans une action quotidienne, dans les villes, dans les collectivités territoriales, dans les lieux où l'on travaille, on peut être à la fois dans une action de contestation et de "destitution" de l'existant, de constitution de choses nouvelles et enfin de leur institution pour permettre une certaine pérennité avant qu'elles s'ossifient. Ces questions-là croisées ensemble, avec ma liste à la Prévert du début, sont tout à fait dans la même logique que celle des propos de Gilles : il n'y a pas un lieu homogène et monolithique, et les lieux de contestation, voire de la production d'alternative, sont nombreux. Aux différentes échelles existent des possibilités d'investir des interstices pour contester l'État avec un grand É ou le Pouvoir en tant que tel. ♦

Makan Rafatdjou

Transformation et assouplissement de l'État



Bernard Calabuig

Je ne vais pas alourdir ma démonstration en entrant dans le détail des débats passionnants qui ont agité la Première Internationale, entre partisans de Proudhon, Bakounine, Marx, Lassalle... J'en retiens qu'une des lignes de clivage porte sur la question de l'État, pour les uns son dépérissement est indispensable, pour les autres son renforcement est une nécessité absolue. Nous avons connu l'État fort, centralisateur et distributeur de richesses, type modèle soviétique pour faire de la justice sociale ou encore l'État régulateur pour juguler les inégalités trop criantes et corriger les excès du capitalisme, dans sa forme keynésienne. Je ne ferai pas de parallèle entre ces deux formes de ce que j'appelle l'État fort et centralisateur. La première s'inscrit dans la visée du dépassement de la propriété capitaliste, Ferdinand Lassalle en fut en son temps un des doctrinaires, adepte d'un socialisme centralisé et national. La deuxième forme défendu par Keynes tend à protéger le système, à "prolonger" son existence, en lui redonnant du souffle par la correction de ses excès. Keynes pense que le capitalisme est un corps sain, que la spéculation et la financiarisation ne lui sont pas inhérentes.

Le communisme, celui de Marx, c'est bien plus que la redistribution des richesses dans un sens plus équitable, c'est la contestation de la domination économique du capitalisme, c'est le mouvement de désaliénation de l'individu, le mouvement de libération humaine qui a pour visée le dépassement du capitalisme, et aussi le dépassement de toutes les dominations. Le dépérissement de l'État, qualifié par Marx de machine d'oppression d'une classe par une autre, est au cœur de cette visée. « *Le gouvernement des hommes ne disparaîtra et ne fera place à l'administration des choses que lorsque tout État aura disparu* » (Lénine).

La conception du rôle de l'État n'a pas été sans conséquence sur la question fondamentale de la propriété, avec le choc de deux cultures, coopérative et collecti-

viste. La démocratie des petits producteurs indépendants de Proudhon qui permettrait aux ouvriers de s'émanciper du salariat, ou l'idée collectiviste, portée entre autres par Marx et Bakounine, qui ouvre le débat sur une autre question tout aussi fondamentale : qui doit gérer les biens collectivisés, les coopératives ouvrières ou l'État et ses fonctionnaires ? Longuet est partisan d'une gestion par des compagnies ouvrières et surtout pas par l'État et ses fonctionnaires. Les deux conceptions se heurtent au sein même de l'Internationale : qui doit incarner la volonté de la société toute entière, l'association des travailleurs ou l'État ? Comment concilier les deux exigences du communisme, liberté et égalité, en dehors du dépérissement de l'État ? La question du pouvoir d'État est d'une importance cruciale.

Le dépérissement de l'État, machine d'oppression d'une classe par une autre, est au cœur de la visée communiste.

Un retour dans l'histoire nous ferait mesurer ce que nous avons perdu culturellement en nous séparant de la pensée anarchiste. N'oublions pas que les sentiments libertaires étaient largement représentés au sein du communisme, l'anarchisme en Russie fut partie prenante de la révolution bolchevique, avant d'être déclarés peu après 1917 contre-révolutionnaires. Au sein du PCF, l'idéologie anarchiste est très forte à sa naissance. Mais, très vite, les militants de cette sensibilité doivent choisir : accepter les directives de l'Internationale ou partir ; nombreux sont ceux qui partiront, amputant ainsi le PCF de son héritage anarchiste ; ce premier schisme coûtera cher au Parti communiste français. Francis Arzalier, historien, ancien dirigeant et élu du PCF dans le Val d'Oise, l'écrit très bien dans son très beau livre *Brève histoire des communistes du Val d'Oise* : « *Ce premier grand arrachement laissera des traces profondes ; en répudiant totalement la réflexion théorique anarchiste et libertaire sur l'État et l'individu, le PCF se voudra peu à peu à l'image d'un parti russe qui se bureaucratise. Il approuvera sans barguigner la toute-puissance de l'État en guise de collectivisation, et la servilité à l'égard du supérieur dans l'organisation en remplacement de la démocratie militante.* »

Le dépérissement de l'État

Nous savons que ce qui l'a emporté au cours du XX^e siècle, c'est ce que j'appelle l'État fort et centralisateur, la concentration de toutes les puissances de la société dans l'État, c'est ce dernier qui est censé représenter la volonté des travailleurs. C'est ce modèle de pensée qui a forgé la culture révolutionnaire, c'est sur ce modèle que le débat sur la propriété collective a été tranché. La collectivisation des grands moyens de production et

d'échange s'est traduite par l'étatisation des moyens de production. Il s'en est suivi une confusion redoutable entre l'État et la nation. L'amalgame entretenu entre le concept de nation, à savoir les institutions plus le peuple, et l'État comme superstructure politico-juridique ayant pour fin la reproduction des dominations, a conduit à placer les nationalisations de 1981 entre les mains de la classe dirigeante. Or, nationaliser n'est pas étatiser. Il y a plusieurs formes d'appropriation sociale, mais quelle que soit la forme, la question des droits et des pouvoirs des travailleurs est incontournable. Droits et pouvoirs, deux notions complémentaires dont chacune a une signification singulière. Les lois Auroux de 1982 ont donné des droits nouveaux aux salariés, mais pas l'ombre d'un pouvoir d'intervention. Le droit juridique sans le pouvoir de l'exercer n'est rien, à moins de penser que la lutte des classes n'existe pas, ou que l'État est un bon arbitre.

C'est bien cette confusion qui aujourd'hui encore paralyse la gauche radicale sur la question fondamentale de la propriété. Le 36^e congrès du PCF engage une réflexion nouvelle sur les formes de propriétés collectives, mais en aucun moment le mot "nationalisation" n'est écrit dans la base commune. Le programme du Front de gauche, L'humain d'abord, ne me semble pas très audacieux sur le sujet.

Le débat sur le rôle de l'État, sur les conditions de son dépérissement est loin d'être clos. Il me semble salutaire de le relancer. Reconnaissons que les révolutionnaires n'ont pas beaucoup produit sur cette question. Durant le XX^e siècle il n'existe à ma connaissance qu'un seul livre, édité en 1977, *Les communistes et l'État*, co-écrit par Jean Fabre, François Hincker et Lucien Sève (Éditions sociales), on y parle de transformation de l'appareil d'État et de son dépérissement, mais la pensée est enserrée dans la vision programmatique et étatiste du Programme commun. L'État a été considéré comme le moyen de la révolution, en maîtriser les rouages devait ouvrir la porte à la société nouvelle. Le livre est fermé depuis trop longtemps, il est temps de l'ouvrir à nouveau.

Que disent Marx et Engels sur ce sujet? De trop nombreux ouvrages les présentent comme des "étatistes", l'État serait le point crucial de divergence avec le mouvement anarchiste, Bakounine veut abolir l'État bourgeois, les marxistes veulent le transformer. Cette interprétation a traversé le XX^e siècle, elle n'en demeure pas moins une duperie, la divergence profonde entre Marx et Bakounine ne porte pas sur ce point. Lénine l'écrit à merveille dans *L'État et la révolution*, il apporte un éclairage sur le débat de l'époque et prend souvent la défense de l'anarchie pour contredire la vulgate social-démocrate de Kautsky. Ce livre, qui mérite d'être lu avec le regard que nous portons sur le monde d'aujourd'hui, est empli de citations prises notamment à Engels, « *L'État est le produit des antagonismes de classes inconciliables.* » Cette affirmation n'en fait pas un arbitre, il prend le soin de démontrer en quoi il est un instrument d'exploitation de la classe

opprimée, l'État existe parce que la société est scindée en classes hostiles, ce qui « *entraînerait une lutte armée entre elles* ». L'État se forme pour empêcher cette lutte, pour qu'elle n'ait pas lieu, il met en place « *une force spéciale, des détachements spéciaux d'hommes armés* », qui servent la classe dominante. Marx et Engels veulent, tout comme les anarchistes, se débarrasser de l'appareil d'État bourgeois, mais pour cela ils conçoivent la révolution comme le moyen de s'emparer de cet appareil, de le transformer « *en brisant la machine bureaucratique et militaire* » et d'installer la dictature provisoire du prolétariat, d' « *or-*

On ne peut plus lire le « briser l'État bourgeois » comme le pensait Marx, mais changer la nature de classe de l'appareil d'État est une nécessité absolue.

ganiser la violence de l'État pour briser la résistance de la bourgeoisie ». C'est précisément sur ce dernier point qu'est le désaccord entre Marx, et Proudhon et Bakounine. Pour Marx et Engels, c'est le nouvel État qui dépérit et non pas l'État bourgeois dont il convient de se débarrasser, alors l'État politique se transforme en simple fonction administrative ; dans le cadre de ce processus de dépérissement, l'État peut être appelé « *État non politique* », Engels parle d'« *assoupissement de l'État* ».

Toutes ces réflexions se posent bien évidemment différemment de nos jours. Le monde a, depuis, connu de profonds bouleversements, la conception léniniste de la révolution a échoué, le capitalisme a franchi d'autres stades, tout cela est vrai, mais il est toujours là, son État aussi avec les mêmes fonctions ; sa police (les forces spéciales dont parle Engels) prompte à réprimer les contestations, son armée toujours en place pour pérenniser le désordre mondial que génèrent les dominations capitalistes sur la planète, sa justice de classe qui fait que le vol d'une mobylette dans une cité populaire est jugé quelquefois plus sévèrement que les malversations financières qui sont légions dans la sphère de l'État, le lien étroit entre la haute finance et la politique qui donne tout son caractère de classe à l'État, tout cela n'a pas disparu. On ne peut plus lire le « *briser l'État bourgeois* » comme le pensait Marx à son époque, mais changer la nature de classe non pas seulement du pouvoir, mais de l'appareil d'État est une nécessité absolue. Oui, il y a urgence à ce que la révolution citoyenne transforme la république en une nouvelle république démocratique, solidaire, citoyenne, autogestionnaire. Étendre le secteur public et nationalisé, accroître les pouvoirs d'interventions des salariés, faire disparaître l'autoritarisme, la bureaucratie, développer les coopérations, les libertés, démocratiser les institutions, mettre en œuvre une véritable décentralisation démocratique, n'est-ce pas transformer l'État? Transférer les pouvoirs de l'État aux citoyens, n'est-ce pas cela aller dans le sens de l'État « *non politique* », provoquer son « *assoupissement* » ? ♦

Bernard Calabuig

Face à l'État, instrument de domination, arracher des pouvoirs



Pierre Zarka

Il y a un point de discussion, dans ce qui a été dit, qui me fait converger avec l'intervention de Bernard Calabuig. J'entends bien que l'État est un rapport, pour reprendre ce qu'a dit Makan Rafatdjou ; mais une chose est de dire, je le partage, qu'il n'est pas homogène, autre chose est de ne pas voir qu'il est totalement hégémonique. Par exemple, il a totalement absorbé la notion de "nation", la notion de "peuple", c'est lui qui détermine. Et donc, il faut que l'on s'interroge.

J'entends bien qu'il y a toutes les diversités et le côté polyforme auquel vous avez fait allusion tous les deux, mais pour moi il y a principalement un invariant. D'abord historique : à ma connaissance, que ce soit en Chine, en Inde, en Grèce, à Rome, l'État est né avec la domination. Et c'est un instrument de domination. Dès lors je m'interroge s'il est possible de démocratiser un instrument de domination - quand je dis que je m'interroge, c'est un euphémisme. Si je prends par exemple l'État républicain dont nous héritons, Siéyès fait triompher cette conception en 1794 : « *En politique le peuple par lui-même n'a aucune existence ; il ne peut pas penser par lui-même ; il ne peut donc pas parler par lui-même, il n'existe qu'à travers sa représentation parlementaire.* » D'ailleurs il ne parle pas de "démocratie parlementaire", il a au moins le mérite de la franchise. Guizot, qui est un fieffé réactionnaire, explique à Louis XVIII qu'il faut absolument une monarchie constitutionnelle, parce que, dit-il, c'est le moyen d'éviter les affres d'une seconde révolution. Il n'y en a qu'un qui tient jusqu'au bout face à Siéyès, c'est Pétion, qui résume admirablement bien le problème quand il dit : « *Si je comprends bien, le citoyen est libre le temps qu'il désigne ceux auxquels il faudra obéir ensuite* ».

Pourquoi est-ce que je parle de cela ? Parce que l'État, c'est d'abord de l'extériorité par rapport à la "démocratie", c'est-à-dire du "pouvoir au peuple", au sens étymologique du terme, à tel point d'ailleurs qu'il y a un vocabulaire, lorsqu'on parle en politique, qui nous vient directement du vocabulaire religieux : "incarner", on "incarne". C'est directement du vocabulaire religieux, et, que je sache, Dieu n'est pas un démocrate. Et cela a des conséquences directes. Par exemple, je remarque que le Front de gauche - mais ce n'est pas à cause de tel ou tel -, en dehors d'une période électorale, ne sait pas quoi faire. Et que les luttes, ou ce que l'on pourrait appeler le mouvement populaire, c'est soit protester et réclamer à des gens qui n'ont pas envie de dire oui, soit alors préparer ce qu'il faudra dire, au fond, à la prochaine élection, c'est-à-dire ce que devrait faire le "bon" État la prochaine fois.

A ma connaissance, que ce soit en Chine, en Inde, en Grèce, à Rome, l'État est né avec la domination. Et c'est un instrument de domination.

Et nous oscillons continuellement entre ces deux termes. Je le disais tout à l'heure à propos du clivage, de l'antagonisme de classe : l'étatisation de nos esprits et l'étatisation de la vie politique fait que plus la question de l'enjeu politique s'est focalisée sur la prise du pouvoir d'État, à partir de la période du Programme commun, et plus le clivage gauche-droite s'est substitué au clivage avec le capitalisme. D'ailleurs nous avons passé une élection présidentielle et législative où jamais le capitalisme n'a été autant malade dans son histoire, jamais il n'a été autant dénoncé, et jamais nous ne nous sommes autant focalisés sur Sarkozy, c'est-à-dire sur l'État. Et l'on voit bien comment il y a une absorption par les logiques institutionnelles de ce qui devrait être la politique.

J'entends tout à fait quand Makan parle "d'instituer". Le dépérissement de l'État ne peut pas être remplacé par le vide, si je puis dire. Mais pour moi, si l'on est sur la "démocratie", j'emploie volontairement l'expression en deux temps, alors ce n'est plus tout à fait de l'État. On est plutôt sur quelque chose qui "coordonne", ou qui "fédère" - je ne sais pas comment le dire, le bon mot est à chercher - ce qui se construit partout. Je le dis souvent, le communisme, ce ne peut pas être simplement l'addition de ce qui se passe partout, il y a quelque chose qui dépasse ; depuis Frankenstein on sait très bien qu'associer deux jambes et deux bras à un tronc, cela ne fait pas un être humain. Donc il y a quelque chose qui dépasse l'addition. Mais ce quelque

chose doit-il être remis entre les mains, confié, et donc nous abandonnons quelque chose qui est de l'ordre d'un pouvoir extraordinaire à des gens qui sont censés être nos représentants ? Ou alors considérons-nous que ce sont nos associés, nos partenaires, qu'ils doivent participer à nos mouvements ? Cela n'en fait pas des éponges, ils viennent avec leur savoir, ils ont leur opinion, mais nous déterminons ensemble, avec eux, à chaque fois, ce que nous pensons devoir être la solution qui doit être la plus largement partagée. On est dans l'institué, je pense que l'on n'est plus tout à fait dans l'État. Et donc - je me souviens de la question qui avait été posée la dernière fois du point de vue du rôle des élus - je ne les supprime pas, mais est-ce que le "bon élu" est celui qui va bien faire à notre place ? Et le temps que l'on s'aperçoive que ce n'est pas le cas, il est trop tard. Ou est-ce que le bon élu est celui qui va partager avec nous ce type de travail, donc nous laisser prendre le pouvoir nécessaire ? Ce n'est pas la même chose. L'élu, de ce point de vue, devient tout à fait

l'exécutif, le porte-parole, mais au sens propre du terme.

Je termine par cette idée : je partage complètement, y compris la référence à Foucault, sur les micro-pouvoirs, les micro-possibilités, mais pour moi elles n'ont aucun sens si l'on ne touche pas à l'appareil d'État ; elles prennent tout leur sens si elles participent de la destruction de l'appareil d'État. Ce n'est pas du tout la même chose. Un exemple : il y a un très grand mouvement coopératif américain en faveur du matériel scolaire, aux États-Unis, et il y a deux ans, ils ont fait un nouvel adhérent : Walt Disney. C'est-à-dire que le micro se fait lui-même complètement dévorer s'il n'est pas lui-même "arrachage de pouvoir" au détriment de quelque chose. Et là, compte tenu de notre ordre du jour, je parle de l'État. ♦

Pierre Zarka

Dépérissement du monopole de la violence légitime



François Calaret

Tout d'abord sur l'aspect "définitions", un peu à la suite de ce que dit Pierre Zarka. Il y a une hypothèse de définition de l'État, issue de l'anthropologie et de l'analyse des États à différentes époques, plutôt en Afrique, en Asie, qui reste la plus élémentaire : une forme organisée d'exercice d'un monopole de la violence légitime. C'est très limpide, mais il y a quelque chose de très solide là-dedans. Même si cela ne dit pas tout, il y a là quelque chose qu'il faut pointer dès le départ, parce que c'est ce qu'est l'État avant tout, ce qu'il a été et ce qu'il est aujourd'hui. Ce qui ne réduit pas les fonctions de l'État, comment il prend en charge et contribue à produire la société aujourd'hui en comparant une série d'institutions : l'État aujourd'hui, ce n'est pas seulement cela, de ce point de vue-là (même si au fond c'est cela). Ce qui infirme l'hypothèse

d'Engels que l'État découle de la propriété privée : on sait maintenant qu'il y a des États qui ont existé antérieurement sans qu'il y ait de propriété privée, mais une propriété collective.

L'outil méthodologique à creuser, c'est de voir comment l'État est une relation, non pas entre deux égaux, mais entre une classe dominante et une classe dominée.

Deuxième problème, qu'a cherché à éviter (dans le bon sens, d'éviter de tomber dedans) Gilles Alfonsi dans l'introduction : c'est de définir l'État en ne le réduisant pas à une substance, l'État bourgeois, un État qui serait homogène antérieurement. Et puis, en même temps, on a le deuxième écueil qui est de dire que l'État serait au-dessus des classes sociales et complètement un arbitre entre les classes sociales ; ce qui, en effet, ne correspond pas à la réalité de ce qu'est l'État aujourd'hui. L'outil méthodologique à creuser, c'est de voir comment l'État est une relation, non pas entre deux égaux, mais entre une classe dominante et une classe dominée, et comment il y a une dynamique de cette nature relationnelle.

Ensuite, et c'est le point à mon avis le plus important, il y a ce qui est État et ce qui ne l'est pas. Et c'est là où la distinction entre "État" et "institutions" est en effet fondamentale. Si l'on prend la Sécurité sociale, c'est une institution, et même si elle est de plus en plus accolée à l'État, historiquement ce n'est pas l'État en

tant que tel. Et c'est à partir de là qu'il y a un sens qui peut être redonné à la perspective du dépérissement de l'État, qui n'est pas le dépérissement de l'ensemble des institutions, mais le dépérissement de l'exercice légitime de la violence par une minorité sur la majorité. Ce qui suppose que le dépérissement de cet État, de cette violence légitime, n'est pas le dépérissement de la démocratie, en effet. C'est là qu'il y a une rupture nécessaire avec le Lénine de l'État et la révolution qui pose l'équivalence de "dépérissement de l'État" et de "dépérissement de la démocratie". Il pose la démocratie comme violence de la majorité sur une minorité, avec une conception quand même assez bizarre (mais il faudrait voir pourquoi cela a été posé ainsi) : cette idée qu'une fois que la démocratie aura entièrement dépéri, ce sont les "habitudes" qui prendront le pas, les choses se feront "par habitude". C'est une vision de l'humanité particulière.

Donc, notre horizon, à partir de là, - mais c'est sur le long terme - ce n'est pas simplement la démocratisa-

tion radicale de l'État. Il y a cette dimension là, quand même, dans notre stratégie, comme une étape nécessaire, parce que l'on n'est pas sur une démarche d'abolition "comme ça". Mais la démocratisation radicale de l'État n'est pas une fin en soi, c'est une étape pour rendre possible, justement, l'épanouissement d'une véritable démocratie, d'une démocratie "réelle" comme disent les Indignés. Et qui ne se réduit pas simplement à l'administration des choses, ce qui est une vision "technicienne", un peu saint-simonienne... Quels types de débats pourraient exister ? Les débats sur la bioéthique, par exemple, n'auront pas disparu dans une société émancipée du capitalisme. Et ce ne sont pas des débats "administratifs", au contraire, ce sont des débats extrêmement politiques qui nécessitent, en effet, l'existence d'une démocratie réelle qui permette à l'espèce humaine d'avoir des réponses émancipatrices sur ces questions. ♦

François Calaret

Qui fait de la politique ?

Daniel Rome

Un point qui me semble important, c'est que l'État n'est pas un organe neutre. Si l'on regarde l'État que l'on a connu entre les années 50 et 75-80, avec un Parti communiste relativement fort, à 20-25 %, permettant un social fort, et puis l'État aujourd'hui, on voit bien que l'État est un instrument où des rapports de force se jouent ; et où la classe sociale dominante peut imposer, en soi, un certain nombre de choix. Aujourd'hui, par exemple, on a une transformation en profondeur de l'État. Souvent des gens de gauche (pas forcément des Communistes unitaires, mais le Front de gauche, voire des communistes) ont dit : Sarkozy met l'État en péril. Je crois que c'était une mauvaise manière d'aborder les choses. Parce que la logique de Sarkozy n'était pas de mettre en péril l'État, mais de transformer en profondeur le rôle même de l'État : celui-ci devenait une entreprise comme une autre, on gérait donc les fonctionnaires, les services de l'État comme une entreprise. Il nous faut donc avoir une vision claire de ce qui se passe au niveau de l'État pour déterminer comment on va pouvoir agir.

La deuxième chose - je suis d'accord avec Gilles Alfonsi -, c'est que l'État n'est pas homogène, il est multiforme. Mais le premier rapport que l'on a à l'État, c'est la municipalité, et dans un an on va renouveler les conseils municipaux. Comment, sur ce terrain-là, peut-on mettre en mouvement les idées qui fassent que



l'on pense autrement ? Avec tous ceux qui vont être candidats aux prochaines élections municipales, que l'on s'interroge sur ce que l'on va faire pour transformer un instrument de l'État qu'est la municipalité ? Et on voit bien que ce n'est pas aussi simple que cela.

Je prendrai deux exemples :

- Il y a eu tout un dossier dans *Alternatives économiques*, il y a quelques mois, sur la spéculation immobilière. Certains économistes posaient la question de réfléchir à ce que proposaient des économistes au XIX^e siècle : que l'État soit propriétaire de toutes les terres ; il pourrait ainsi limiter la spéculation foncière, et donc

maîtriser le prix de l'immobilier. On peut penser que c'est une bonne trouvaille... En Éthiopie, l'État est propriétaire de tous les terrains, et il a loué à de grandes entreprises multinationales, qui veulent faire d'énormes profits, à de grandes firmes indiennes, des terres entières au détriment de l'agriculture locale. Donc il ne suffit pas que l'État soit propriétaire. En même temps, on voit à côté de nous, le maire de Saint-Ouen par exemple, qui travaille à essayer de limiter la spéculation immobilière : le conseil municipal peut avoir les meilleures intentions du monde, si on n'enclenche pas un travail avec la population, et au-delà de la population ouvrière, comment peut-on prendre les choses en compte ?

La démocratie participative, n'est-ce pas de la poudre aux yeux ? Le vrai pouvoir est entre les mains du maire, qui est lui aussi dépossédé d'une partie du pouvoir car il doit appliquer les politiques de l'État.

- Le deuxième exemple, c'est l'école. Nous sommes allés parler de l'école, et dans le 93 il n'y avait pas d'adjoints qui faisaient exactement la même chose. Chacun avait sa propre conception de l'école, de l'État, et sa propre conception du rôle d'intervention d'une municipalité. Ce qui nous oblige à réfléchir à comment travailler cela.

Pendant un temps on a pensé que l'intervention au niveau de l'État pourrait régler les choses ; en fait, cela ne les règle pas. Je pense, par exemple, aux nationalisations : l'État a nationalisé tout le secteur bancaire en 1981, cela n'a pas changé grand-chose pour la France entre 1981 et 1988. Peut-être faut-il réfléchir à d'autres formes d'interventions citoyennes.

Avec Pierre et Josiane Zarka, et d'autres, dans le 93, lorsque nous étions encore membres du Parti communiste, nous avons essayé de travailler avec les camarades de la fédération sur une articulation entre le mouvement social et le mouvement politique. Vous allez me dire que c'est peut-être un peu loin de l'État ; mais la question c'est : qui fait de la politique ?

Aujourd'hui, une partie du mouvement syndical est complètement phagocytée par le pouvoir d'État : quand on est financé par l'État, eh bien on a des intérêts, et les intérêts supérieurs d'une confédération l'emportent, au détriment des salariés. C'est clair pour la CFDT, mais on pourrait citer le cas de la CGT : le nouveau secrétaire général est membre d'un club où, toutes les semaines, il va dîner avec des patrons ; donc le secrétaire général de la CGT va dîner au cœur de l'appareil d'État toutes les semaines ! Et quand on parle d'articulation, c'est comment des mouvements

comme Attac et d'autres, avec le mouvement social, avec le mouvement politique, peuvent travailler à redéfinir et à pervertir le système social.

Un certain nombre de villes communistes ont dit qu'il fallait essayer de transformer les choses, faire de la démocratie participative. Mais est-ce que, finalement, ce n'est pas un coup de poudre aux yeux ? Je veux dire par là que le vrai pouvoir est entre les mains du maire (et souvent certains en abusent), mais le maire est aussi dépossédé d'une partie du pouvoir parce qu'il doit appliquer des politiques qui sont dictées par l'État.

Une dernière chose. Dans le cadre d'une économie mondialisée, les firmes multinationales ont un poids de plus en plus important, pèsent énormément et dépossèdent les États de leur pouvoir d'intervention ; en tout cas, elles dépossèdent les citoyens de leur pouvoir d'agir, parce que l'on voit bien que de grandes firmes comme Monsanto ou autre passent par-dessus les États pour s'imposer. Donc cela pose la question de l'articulation, localement, du mouvement social et politique ; et, au niveau international, de comment repenser le rôle de l'État sans pour autant renforcer le rôle de domination de l'État. Et l'on voit bien aujourd'hui, par exemple quand Vincent Peillon fait voter une réforme de l'école, que seul un nombre réduit de municipalités déclare appliquer les rythmes scolaires en 2013. Pourtant la loi est votée et cela vient au plus haut niveau de l'État. ♦

Daniel Rome

Démocratisation radicale et dépérissement de l'État



Laurent Lévy

Cette question de la prise du pouvoir est essentielle dans la construction traditionnelle des combats politiques. Lénine dit que la question de la révolution, c'est la question du pouvoir ; et il le répète de manière insistante. Or "le" pouvoir - et je suis tout à fait d'accord avec la façon dont Gilles Alfonsi l'a articulé - cela ne veut pas dire grand-chose : il y a toutes sortes de pouvoirs dans la société. Bien sûr, quand Lénine dit que la question du pouvoir est au centre de la vie politique, il parle du pouvoir d'État, ce qui a déjà davantage de sens, même si l'on peut aussi raffiner la notion d'État telle que l'a évoquée Gilles. Ce qui est en cause, puisqu'il y a "des" pouvoirs dans la société, ce sont "les" expressions de la puissance du peuple, qui peuvent se manifester ici ou là, pas nécessairement brutalement, facialement, devant le cœur de l'appareil d'État, son cœur répressif, sa haute administration, etc.

J'insiste sur le fait que la démocratie, c'est l'expression de la "puissance" du peuple plus que de son "pouvoir" ; que la question est de savoir s'il y a une efficacité à son action ; et le dire, c'est dire aussi qu'il n'y a pas de démocratie véritable dans un peuple "divisé" en intérêts contradictoires. Tant qu'on n'a pas une notion "d'un" peuple qui puisse exercer sa puissance, on n'a pas de notion d'un peuple qui ait le pouvoir.

Le troisième point, c'est la question fondamentale, dans notre tradition, du dépérissement de l'État - cela a été évoqué à plusieurs reprises et je suis assez d'accord avec ce qu'en a dit Bernard tout à l'heure. Ce que les fondateurs du marxisme avaient en vue quand ils évoquaient le dépérissement de l'État, c'était le fait que celui-ci était pour eux, avant tout, un État de

classe. On doit affiner cette analyse aujourd'hui. Il est évident que certains aspects de ce que l'on appelle l'État ne sont pas l'expression de la domination de la classe bourgeoise ; ils se greffent, s'étayent, s'appuient dessus mais ne le sont pas au sens strict. Il n'en demeure pas moins que si l'on distingue dans l'État ses fonctions, ses départements, ses attributs divers, on verra qu'au cœur de l'État, dans ses fonctions répressives, dans ses fonctions de domination, se trouve bien

Il y a bien une "perspective" de dépérissement de l'État à condition qu'il y ait préalablement ou dans le même mouvement, dans la même conception, "disparition" des classes.

la domination de la classe possédante. Et le dépérissement de l'État n'est dès lors pas envisageable tant qu'il y a des classes. Et il y a des classes tant qu'il y a une classe possédante. Autrement dit, il y a bien une "perspective" de dépérissement de l'État à condition qu'il y ait préalablement ou dans le même mouvement, dans la même conception, une "disparition", et là on revient à la discussion de ce matin sur les dominations sociales. L'émancipation sociale est un préalable, mais en même temps presque un synonyme de ce que serait le dépérissement de l'État.

Une dernière chose sur ce point. Il y a des questions de chronologie dans le dépérissement de l'État tel qu'il est envisagé par Lénine, mais d'une manière qui me semble avoir conservé son actualité. Une première chose est de s'en prendre à l'État bourgeois. Lénine parle de "destruction" de l'État, il me semble que parler de sa "démocratisation radicale" est plus parlant dans les termes d'aujourd'hui. Et puis il évoque le dépérissement de l'État dans la phase ultérieure, quand, grâce entre autres à la détention de l'appareil d'État, le prolétariat peut faire disparaître la bourgeoisie comme classe, peut dépasser les rapports d'opposition ; et dans ce cas-là, c'est l'État lui-même qui est dépassé comme structure.

D'où un dernier mot : il me semble que par rapport à la théorie du "dépérissement" de l'État on pourrait utilement travailler à une théorie du "dépassement" de l'État, qui en dirait peut-être un peu plus sur la complexité et la dialectique des processus en cause. ♦

Rôle de l'État et État-nation

Léo

Daniel parlait tout à l'heure du syndicalisme phagocyté par l'État, on peut l'appliquer aux partis. Le même problème se pose avec les partis que les médias appellent partis de gouvernement, à savoir l'UMP et le PS, les partis qui sont financés par l'État, et plus en retrait ensuite le Parti communiste. L'étatisation des partis ne va pas dans le bon sens. Et je pense que le "financement public" - entre guillemets - des partis devrait être abrogé.

Deuxième chose, en écoutant Laurent notamment, et Pierre tout à l'heure, cela m'a fait penser au débat sur le mariage pour tous. Débat qui m'a mis assez mal à l'aise, je parle des arguments de ceux qui sont contre mais aussi de ceux qui sont pour. Parce que dans ce débat, finalement, on fait appel à l'État pour régler ou légiférer pour la vie de couple, sur comment on vit ; et même sous couvert d'égalité, c'est un peu paradoxal. J'ai été interpellé par une phrase, parmi les arguments des opposants ; je crois que c'était l'évêque de Paris qui disait, de mémoire : « Cette loi, ce n'est pas le mariage pour tous, c'est le mariage de quelques-uns imposé à tous ». Cette phrase me paraît assez vraie, c'est-à-dire qu'on applique la même norme à tous, aux yeux de tous, pour quelque chose qui concerne peu de monde, en plus, finalement. Ce que je dis là est assez confus, je ne voudrais qu'on se méprenne sur mon propos. Un autre argument qui m'a fait réfléchir et auquel je n'ai pas trouvé de réponse satisfaisante pour le contrecarrer, c'est de dire - je crois que cela vient aussi des Églises - finalement, pourquoi l'État se mêle-t-il de mariage, c'est une affaire privée, qu'il laisse ça

aux religions ou aux obédiences privées. Et je me dis : pourquoi pas ? C'est une réflexion qui m'interpelle.

Dernière chose, sur le dépérissement de l'État. Je suis d'accord avec tout ce qui a été dit. Mais cela étant - et là je vais enfoncer un peu des portes ouvertes -, dans l'actualité du terrain, de la phase d'histoire dans laquelle nous sommes aujourd'hui, à court terme,

La nation est le cadre de la souveraineté populaire et cette souveraineté dérange. Plus que de faire dépérir l'État national, on en a besoin.

le dépérissement de l'État - Daniel en parlait un peu - semble voulu par le MEDEF, par Bruxelles, par le groupe de Bilderberg, etc. Donc l'État est perçu par les "petites gens" - tels qu'en parlait Stéphane Lavignotte ce matin - comme un cadre dont on a besoin parce qu'il nous protège encore contre tous ceux qui veulent attenter à la souveraineté populaire ; puisqu'en France on est un État-nation, que la nation est le cadre aujourd'hui de la souveraineté populaire et que cette souveraineté populaire dérange. On l'a dit ce matin, elle est le dernier obstacle (on le voit à Chypre, en Espagne, en Italie et partout) à la fuite en avant du système capitaliste dans sa phase d'implosion actuelle. Donc, aujourd'hui, l'État, l'État national - je ne parle pas là de l'État européen ou de l'État local-, plus que de le faire dépérir - d'autres s'en chargent -, on en a besoin, du moins en apparence ou en première analyse. Je pense qu'il faut avoir cela à l'esprit dans la phase actuelle de ce que nous vivons et dans la perspective de l'année 2014 qui sera historique. ♦

Sur le site
www.comunistesunitaires.net
Découvrez Altercommunistes



Le démembrement libéral de l'État, apparent dépérissement

Michel Mouréreau

Le dépérissement de l'État, on ne s'y est pas beaucoup arrêté dans les médias, et apparemment cela n'a pas beaucoup marqué l'opinion. On a quand même assisté, il y a trois semaines environ, à un étrange tête à tête : le Président de la République française discutant avec le PDG d'une multinationale notoire, en l'occurrence Bill Gates, c'est-à-dire le représentant d'une institution républicaine émanant du suffrage universel - quoi qu'on en pense par ailleurs -, et un individu qui représente, par essence, le pouvoir privé, archi privé, d'une multinationale mondiale. Enjeu du débat et de la signature (comme un traité international, mettant en jeu par conséquent symboliquement l'ensemble des citoyens de la république) : une fiscalité par ailleurs minimaliste au regard de l'entreprise considérée.

Depuis ces dix dernières années surtout, mais largement antérieurement, l'État est en apparence démembré en France, y compris dans ses fonctions qu'on considère traditionnellement comme régaliennes : l'Armée, la Justice et la Police. Ces trois éléments sont considérés en France (l'État centralisé le plus ancien d'Europe en tant qu'État centralisé) comme la prérogative symbolique, le "bras armé", selon la formule, de l'appareil d'État ; ils représentent donc le pouvoir par excellence. Ce pouvoir-là actuellement est en cours de démembrement via l'externalisation, dans l'armée, où l'on confie à des entreprises privées des fonctions militaires que l'on peut imaginer par ailleurs ; dans la police, il est notoire que les forces de police privées gardent y compris des résidences, comme on le voit fleurir au Brésil ou ailleurs, aux États-Unis. Quant à la Justice, chacun a remarqué l'histoire du divorce, abandonnée, pour l'instant en tout cas, où il s'agissait de court-circuiter la Justice : en cas de divorce à l'amiable, une simple déclaration, hors appareil judiciaire, suffisait à entériner le geste d'un officier civil qu'était le mariage. Le démembrement de l'État ne signifie pas pour autant qu'il a disparu. Simplement son externalisation permet un dépérissement en apparence, mais qui n'est pas réel du tout.

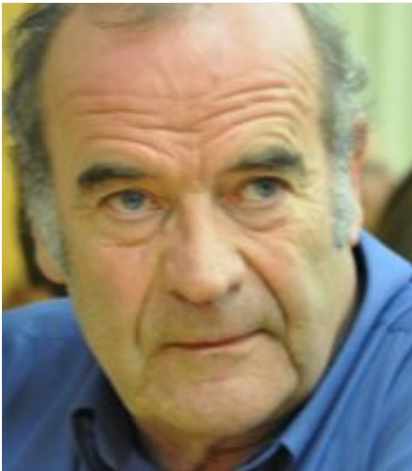
Par curiosité, j'ai pris le Robert - je consulterai le Littré mais je ne l'avais pas sous la main - pour regarder la définition de "dépérir" et de "dépérissement". Et "dépérir" n'a pas de définition en tant que tel, le Robert donne des synonymes. Il donne : "dépérir" = "s'anémier" (ce sont des références à la physiologie des mammifères et de l'homme en particulier) ; et une définition plus animale : "dépérir" = "s'affaiblir progressivement" (mammifères ou ovipares) ; et une

définition botanique : "dépérir" = "s'étioler", "se faner". C'est romantique, certes, mais cela ne va pas quand même à l'essentiel. Par conséquent, quand on parle de dépérissement de l'État, je m'inquiète un peu du fait de son caractère apparemment naturel (au niveau du vocabulaire), qui pourrait induire l'idée que le dépérissement de l'État dont on parle, et dont on connaît la référence marxienne, viendrait en quelque sorte comme la consommation de Marguerite Duplessis rongée par la tuberculose. Encore une fois, c'est romantique, mais cela ne nous avance pas beaucoup. Je pense qu'il est nécessaire quand même de s'interroger là-dessus.

Le démembrement de l'État ne signifie pas pour autant qu'il a disparu. Simplement son externalisation permet un dépérissement en apparence.

Et enfin, sur la démocratisation de l'État, par ailleurs indispensable. On a effleuré tout à l'heure la question des élections locales qui vont avoir lieu bientôt : elles seront précédées de l'acte III, comme au théâtre, de la décentralisation, dont on sait bien depuis 1982 qu'à chaque fois, elle s'est accompagnée de transferts de charges financières. Et ceux-ci, sans entrer dans les détails que tout le monde connaît, lient constamment, de la façon la plus étroite, les mains des élus locaux. Au point, selon moi, d'en faire des fonctionnaires d'un type un peu particulier puisqu'ils sont précaires par définition, même s'ils ont un statut (depuis 1984). La tutelle financière à laquelle ils sont contraints les prive des initiatives que l'on a pu avoir, avec des nuances suivant les localités et leurs ressources locales. Globalement, depuis 84, cet épuisement des ressources financières en fait des fonctionnaires d'un type particulier. Et je crois qu'il ne faut pas que cela nous échappe. ♦

Mutations de l'État et conditions de son dépérissement



Francis Sitel

Je suis d'accord avec les interventions qui insistent sur le fait que cette question de l'État et du pouvoir est l'un des problèmes les plus difficiles dans le marxisme, et donc dans toute pensée ou tout projet d'émancipation sociale. Peut-être le problème renvoie-t-il à une autre difficulté, qui est de distinguer "capitalisme", "État", "gouvernement" ou "régime politique"... Il y a souvent des superpositions de ces notions, ce qui ne facilite pas la clarté. Tout cela s'aggrave à l'époque contemporaine, puisque le capitalisme en question, ce capitalisme mondialisé, financiarisé, fait qu'une grande multinationale a beaucoup plus de puissance que nombre d'États, qu'on voit les marchés financiers en capacité de mettre sous tutelle des États européens... Donc des réalités qui sont tout à fait spectaculaires. Pour ma part, je reste attaché à la formule d'Engels, bien qu'elle soit énigmatique, de l'État comme « *capitaliste collectif en idée* ». Il me semble en effet qu'elle renvoie bien à cette relation complexe entre capitalisme et État. Et un État qui aujourd'hui est lui-même en mutation.

Cela ne veut pas dire qu'il s'affaiblit - je pense qu'il faut éviter d'utiliser ce type de formule -, il se transforme. Il se transforme parce qu'il y a cette réalité du capitalisme mondial, parce qu'il y a l'Union européenne, parce qu'il y a l'évolution de toutes les structures d'État. Makan Rafatdjou a pointé le problème important des métropoles, de comment celles-ci représentent aujourd'hui un élément clef de cette mutation de l'État. Et les mots pouvoir, gouvernement, régime politique renvoient au fait qu'on n'a pas à faire à des pouvoirs "en suspension", mais à des pouvoirs en relation, des réseaux de pouvoirs, des cercles de pouvoir (les partis, les cercles d'influence de l'opinion, les médias, les conseils d'administration...), et qui ramifient

jusqu'aux pouvoirs moléculaires qui sont présents en chacun de nous... Donc une réalité extrêmement complexe.

Il me semble, pour lutter contre l'idée de naturalisation de l'État comme le préconise Gilles Alfonsi, qu'il faut rester accroché à cette idée que l'État naît quand il y a une société divisée en classes antagoniques. Donc cela veut dire qu'il n'a pas toujours existé, et que l'on peut espérer qu'il n'existera pas toujours puisque l'on peut penser que l'on arrivera à surmonter cette situation. L'État est bien l'instrument de la domination d'une classe sur les autres classes. Et plus une société est

L'idée du dépérissement de l'État suppose qu'il y ait eu au préalable la révolution, qu'il y ait eu un changement de domination.

complexe, plus cette domination est elle-même complexe. C'est, en permanence, une combinaison de coercition et de légitimation. Selon les situations, l'une prend plus le dessus sur l'autre, mais on a toujours cette combinaison. C'est pourquoi, quand on raisonne en termes de politique d'émancipation, il y a nécessité de voir que tous les consensus, tous les compromis, sont au final rabattus sous la coupe de la domination. Mais dans le même temps il y a une bataille permanente, qui est de contestation de l'hégémonie de la classe dominante. Reste que la confrontation avec la classe dominante, qui dispose du pouvoir de coercition de l'État, va nécessairement à un moment donné se traduire par un choc brutal, un affrontement majeur, qui est la révolution. Si l'on veut renverser cette classe dominante, il faut bien une révolution. Donc prise du pouvoir, destruction de l'État bourgeois... Puis, effectivement, possible dépérissement de l'État, au sens marxiste du terme, mais c'est bien de l'État ouvrier qu'il s'agit, non pas de l'État bourgeois. L'idée suppose qu'il y ait eu au préalable la révolution, qu'il y ait eu un changement de domination. La confrontation entre anarchistes et marxistes, ce n'est pas une opposition entre étatistes et anti-étatistes, mais un désaccord sur ce problème qui est de savoir s'il y a nécessité inéluctable de se confronter au pouvoir d'État, ou si l'on peut le contourner. Marx tire les leçons de la Commune, quant à ces deux éléments de la destruction de l'État bourgeois et du possible dépérissement de l'État ouvrier.

Une dernière remarque quant à la complexité de la question de l'État. La thèse selon laquelle l'État est la

condensation de rapports sociaux renforce l'idée qu'on n'est pas dans le "tout ou rien", qu'il y a une "mobilité" de ces rapports sociaux, des situations qui sont extrêmement diverses... "Mobilité" ne veut pas dire "liquidité", comme il a été dit la formule "société liquide" apparaît elle-même liquide. Mais il y a bien des évolutions des rapports sociaux, l'affirmation de rapports différents, des transformations des constructions idéologiques.

Ainsi, du côté de la classe dominante, on en est venu à théoriser un "retrait de l'État" au profit du marché et des libertés qu'il est censé porter. Il convient de contester l'opposition entre État et marché, au nom du constat qu'il y a une combinaison des deux : il n'est pas vrai que l'État se retirerait au profit du marché, car il n'y a de marché que dans la mesure où il y a

un État capable d'organiser ce marché. Et du côté de la classe dominée, la question du déploiement de la puissance démocratique est celle des stratégies d'auto-gestion, d'auto-émancipation... Lesquelles doivent intégrer cette conscience de la nécessité de se confronter à l'État, qu'on ne saurait se limiter à une transformation moléculaire. Il y a nécessité d'une stratégie politique, donc de se poser le problème du pouvoir, du pouvoir d'État, et dans le même mouvement la volonté d'une transformation générale, au plus profond des individus, pour assumer et porter une stratégie de ce type. ♦

Francis Sitel

Le rôle du politique : non pas diriger mais faire ensemble



Patrick Vassallo

Le "Pouvoir", l' "État", qu'on les utilise au singulier ou au pluriel, sont effectivement complexes, je pense qu'il y a un point de consensus assez large là-dessus. Je le redis pour souligner aussi que nous ne sommes pas complètement sortis d'une confusion idéologique et pratique qui assimile, en permanence, le pouvoir, l'État et la politique. Et que l'on ne peut pas penser la politique sans l'État, le pouvoir sans la politique, et l'État sans le pouvoir. Or, quand on y regarde de près, je pense que l'on pourrait trouver plus que des nuances, y compris dans la constitution même de chacun de ces objets.

Deuxièmement, j'accorde pour ma part une certaine importance à la tentation qui existe de remplacer la lutte des classes par une espèce de contradiction

peuple / État. C'est une thèse assez présente dans Negri, assez remarquablement synthétisée dans un livre qui s'appelle *Contre l'État, la politique*, d'Alain Bertho. Je pense qu'il y a un danger dans cette thèse-là, y compris un danger sur la capacité de la mobilisation populaire à s'emparer de la question de l'État, de la question des pouvoirs, et de la question du "faire ensemble" pour reprendre la formule que j'avais déjà utilisée.

La tentation de remplacer la lutte des classes par une espèce de contradiction peuple / État est dangereuse pour la capacité de la mobilisation populaire à s'emparer de la question des pouvoirs.

Par rapport à ce qui a été dit et au-delà, je définis l'intérêt général comme étant d'abord la construction de valeurs, ou d'un corpus de valeurs qui visent à rassembler, et notamment à rassembler en opposition (ou en tout cas en alternative) à des politiques confiscatoires, à des politiques discriminatoires, à des politiques de domination. Cela ne fait pas l'alpha et l'oméga, on ne combat pas seulement les dominations par l'intérêt général, mais je pense qu'il n'y a pas de possibilité concrète de batailler contre des discriminations (pas toutes peut-être), contre des dominations (pas toutes certainement), et contre un certain nombre de confiscations, si l'on ne définit pas, et si cette définition de l'intérêt général n'est pas elle-même déjà l'objet d'une démarche et d'une mobilisation collective.

Quatrième point sur la question de l'État et de la domination : l'absence d'État dans l'histoire, et notamment l'absence de l'État de droit, a quand même été à un certain moment la loi de la jungle, et l'on a encore un certain nombre de situations historiques très concrètes aujourd'hui qui l'indiquent. Certes, la Révolution française a été la révolution de la bourgeoisie, mais enfin elle a été faite par le peuple, création de droits et de l'État de droit à l'époque. Je pense qu'aujourd'hui il faut être assez prudent dans la façon qu'on pourrait avoir de cracher dessus ou de dire qu'avant, c'était beaucoup mieux. Sans polémiquer, par rapport à ce que disait Leo Landau, par exemple : on supprime le financement des organisations qui concourent à l'intérêt général, pour clarifier la morale. Cela ne clarifie absolument pas la domination du pouvoir de l'argent sur la politique. Or le problème principal aujourd'hui

Comment non pas on "utilise", mais comment on "détourne" les moyens d'un appareil d'État, aussi petits soient-ils, pour être juste un outil de mobilisation et de construction populaire ?

- je m'excuse d'employer un terme qui a été un peu vilipendé ce matin - c'est quand même le pouvoir de l'argent sur l'intérêt général, et le pouvoir de la finance sur la politique. Donc ça ne résout pas cette question-là. Ça fait 45 ans que je me bats pour la création et la reconnaissance d'un État palestinien, je le fais, comme je le fais pour le Sahara, parce que je pense que c'est une étape, pas forcément suffisante mais en tout cas une étape nécessaire dans la lutte de libération du peuple palestinien et du peuple sahraoui. Et je n'ai pas envie d'aller sur un terrain glissant d'une remise en question de cela. Autre chose est de dire qu'il est salutaire de le mesurer pour ce que c'est. Mais une marche est une marche, quand on en rate une, en général, on peut se casser la jambe.

Si l'on essaie de réfléchir à comment on fait société autrement, j'ai envie de dire : pourquoi ne pas monter ce "faire ensemble" par en bas ? Je n'ai envie de choisir ni le moment, ni la hiérarchie de ce qu'il y a à faire. Je trouve qu'il y a des choses intéressantes dans de nombreuses mobilisations populaires, aujourd'hui comme hier. Très concrètement, aujourd'hui, si je suis intéressé par des questions comme l'appropriation collective des moyens de propriété par exemple, ou l'appropriation sociale, le coopérativisme, etc., ce n'est pas seulement parce que les salariés de Fralib pourraient ainsi éviter d'être au chômage - même si ce n'est pas inutile parce qu'il vaut mieux bosser, même dans une coopérative, que d'être au RSA, ceux qui fréquentent les détenteurs du RSA savent ce que cela veut dire. Mais est-ce que l'on n'a pas là aussi en plus un élément possible de libération collective, de construction collective de ce faire ensemble ? On a sur nombre de communes, y compris avec Saint-

Ouen, un travail qui s'engage - les SEL, on en parle déjà depuis un moment - sur la question des monnaies locales ; c'est compliqué, mais cela m'intéresse parce que ce peut être là un outil alternatif dans lequel, en plus, on trouve des gens que l'on ne va pas forcément retrouver dans de grandes mobilisations populaires de classe, de masse, unitaires, indépendantes ou démocratiques, et qu'il y a des choses qui se jouent, y compris dans la démarchandisation d'un certain nombre de nos actes. Je veux bien que l'on dise qu'il faut se battre contre la précarisation et le service à la personne ; oui, mais moi, le service à la personne, ma belle-mère en a besoin, ma mère aussi... on fait comment ? Donc, soit j'ai les mains propres et je laisse "Tout à domicile" le faire, ou bien je me dis qu'il y a peut-être là un gisement qui peut raccorder de nouvelles solidarités, de l'activité économique, et de la reconstruction d'un savoir-faire et d'un faire collectifs. Cela m'intéresse, je ne dis pas que c'est "gagné banco", mais je pense qu'il peut y avoir quelque chose d'intéressant à faire.

Cela renvoie à la question : à quoi sert le mouvement politique ? On peut y répondre de deux façons. La première est de dire que le mouvement politique sert à diriger les choses ; ce n'est pas la peine d'aller sur ce terrain-là parce que l'on n'y arrivera pas ; et dans ce cas-là, il faut plutôt revisiter le stalinisme que le communisme. Ou alors on dit qu'il doit être le ferment qui permet que les choses se mettent en action, et alors il faut préciser, sans forcément nous torturer les neurones, mais repréciser quelques éléments dont on a parlé. C'est aussi ce que l'on fait un peu ici et, je trouve, d'assez bonne façon.

Et je terminerai sur un point qui nous ramène - c'est d'actualité - à la question de l'élu et donc de ce que l'on a à proposer. Je fais partie d'une liste qui avait mis dans ses mots d'ordre : « *Votez pour une liste qui va être votre facilitateur dans les luttes* ». Je persiste à penser que c'est une question fondamentale. Je n'ai pas envie que des gens votent pour moi, ou pour mon maire actuel ou pour je ne sais qui, pour qu'il fasse à leur place. J'ai envie qu'ils votent pour moi pour que nous soyons capables, sur la question du droit à l'éducation des enfants, de mener des mobilisations ensemble ; capables ensemble d'accueillir quinze enfants palestiniens qui viennent d'un camp de Gaza, de leur offrir un mois de vacances ; capables d'offrir à des jeunes filles qui sont violentées un lieu où elles peuvent se reposer et retrouver une dignité. Mais pas dans le sens du "service", d'aller voir le maire lorsqu'il y a un problème, non, mais de faire ensemble lorsqu'il y a un problème.

Alors, comment non pas on "utilise", mais comment on "détourne" les moyens d'un appareil d'État, aussi petits soient-ils, pour être juste un outil de mobilisation et de construction populaire ? ♦

Patrick Vassallo

Prendre conscience de son pouvoir



René Moustard

Simplement pour dire que je ressens une difficulté ; et exprimer une difficulté, c'est toujours positif et nécessaire, surtout quand on est dans une activité de type séminaire comme aujourd'hui.

Je me place du point de vue de l'objectif du séminaire, en tout cas l'un de ses objectifs, qui est d'essayer de trouver des éléments qui puissent m'aider en tant que communiste "ordinaire" pour les activités que je continue d'assumer. Un peu dans l'esprit de la séance théâtrale de tout à l'heure, c'est-à-dire le communisme comme mouvement d'humanité.

Tous les individus ont à leur disposition une part de pouvoir d'agir. Ils peuvent jouer un rôle dans le processus d'émancipation de tout ce système, de l'État qui nous domine.

Je ressens bien - et toutes les interventions y contribuent d'une manière importante - le caractère essentiel de la question que l'on aborde dans cette deuxième partie de la journée, autour du concept d'État. Je le ressens bien parce que manifestement, d'où que l'on parte, on arrive toujours à être face à cette question-là. Et, personnellement, cela m'aura au moins incité à accélérer un processus qui est de retourner - c'était évoqué tout à l'heure par Bernard je crois - au petit livre qui a été écrit dans les années 70, *Les communistes et l'État*, qui problématisait la question d'une manière relativement simple à l'époque, pour moi, mais extrêmement révolutionnaire : l'idée qu'il fallait renverser le rapport État-population. Et donc ne plus penser l'État comme l'organisation de la société mais comme l'émanation de la population. - Je ne l'ai pas relu avant de venir, cela mériterait peut-être de revoir si c'est intéressant -. Mais c'est une question essentielle, centrale, et que je rattache à ce que l'on a évoqué ce matin, à savoir que l'on est dans une phase

de lutte idéologique qui nous met devant l'idée que l'anticapitalisme d'un côté progresse dans les esprits, et d'un autre côté devient une sorte de réalité fourre-tout. C'est-à-dire qu'il y a autant de capitalismes que d'anticapitalismes dans les débats qui partent de l'anticapitalisme aujourd'hui, tel que c'est ressenti. Mais, pour moi, la question de l'État est au cœur de cette ambiguïté-là : c'est la question fourre-tout qui est centrale par rapport à toutes les questions fourre-tout. C'est-à-dire qu'on y fourre véritablement tous les problèmes et on n'arrive pas, effectivement, à démêler cela, sans simplifier, d'une manière qui permette de s'y retrouver.

Alors, pour contourner ce qui est pour moi indiscutablement un obstacle, je raisonne en repartant de mon expérience. L'expérience de quelqu'un qui a exercé des responsabilités, comme tout le monde ici, que ce soit dans son activité professionnelle ou autre, et de citoyen. Et je raisonne à partir de l'idée simple suivante : c'est que tout individu a à sa disposition une part de pouvoir d'agir. Nous sommes des êtres sociaux, des êtres organisés ; quel que soit le niveau d'éducation que l'on a reçu, le niveau de pouvoir que l'on a ou pas, nous avons de toutes façons la possibilité d'exercer du pouvoir de citoyen, d'individu, d'être humain, du pouvoir d'agir. Et nous sommes sans arrêt confrontés au pouvoir institué, au pouvoir qui organise les choses dans lesquelles nous sommes, qui nous place dans des cadres que l'on respecte ou pas, etc. Nous sommes donc en permanence à l'intersection de cela. À partir de là, pour moi, l'État est partout. Il est au niveau du quotidien : n'importe quelle question de ma vie personnelle rencontre quelque part l'État sous la forme de l'administration et de l'organisation de la société ; n'importe quelle question de ma vie de citoyen rencontre l'État puisque naturellement en matière de politique, etc., c'est l'État. Et plus je monte et plus c'est ainsi. Alors on peut chercher à aider les individus, pas tellement à comprendre tout cela parce que c'est très compliqué à comprendre, mais essayer de les installer dans un comportement et dans une attitude où ils doivent être convaincus qu'ils agissent, qu'ils ont de la capacité d'agir ; et donc qu'ils peuvent jouer un rôle dans le processus d'émancipation de tout ce système que l'on a évoqué sous tous les angles et qui s'appelle l'État dominateur, l'État qui nous domine, etc.

Voilà ce que je voulais dire, je sens que notre discussion ne m'apporte pas, à moi personnellement, des réponses à la question concrète d'aider à prendre conscience de cela au quotidien, là où on se trouve, dans n'importe quelle situation ; et que c'est là que le dépérissement de l'État, que l'émancipation des êtres humains commence. J'exprime un sentiment et une difficulté, pas un raisonnement construit. ♦

Déconstruire "l'État" au lieu de le diaboliser

Gilles Alfonsi

L'option que je vous ai proposée en introduction, c'est de déconstruire la notion d'État, au lieu d'en avoir une vision globale caricaturale qui nous démunit. Par exemple, je ne considère pas l'État comme étant "seulement" un instrument de domination. S'il n'était que cela, on ne pourrait pas envisager une démarche de « *démocratisation radicale de l'État* » (formulation proposée par Laurent Lévy). Il faudrait le détruire de l'extérieur, ou alors faire seulement à côté ou hors de lui, ce qui signifierait désertier nombre de rapports de force en cours en son sein. Ce que je conteste, ce n'est pas du tout l'idée que l'État soit "un" instrument de domination", mais qu'il ne soit

L'État n'est pas seulement un instrument de domination, il n'est pas invariant et il n'est pas tout puissant... Déterminer ce qui doit finir, dépérir ou être transformé permet d'engager son dépassement.

que cela, ce qui n'a rien à voir. Il y a de la confrontation, il y a de la lutte des classes dans l'État. J'acquiesce tout à fait aux propos de Patrick Vassalo sur ce point.

De la même façon, "l'hégémonie", ce n'est pas la toute puissance de l'État sur la société. "Hégémonie" ne signifie pas occupation de la "totalité" de l'espace du pouvoir... et les idées de « *totale hégémonie* » ou d' « *absorption totale* » par l'État de la nation ou de la notion du peuple utilisées par Pierre Zarka me semble problématiques. Il existe des interstices, des contradictions, des luttes internes... ce qui ne signifie pas qu'il existerait une quelconque neutralité de l'État. Il n'y a aucune neutralité de l'État, bien sûr, mais il y a de la plasticité ; l'État fait avec les conflits, il est "dialecticien", et cela plus que nous parfois.

Et j'ajouterai qu'il faut, par exemple, ne pas passer à côté du débat sur "l'État pénal" contre "l'État social" : ne passons pas à côté de Pierre Bourdieu et de quelques autres, qui nous ont interpellés sur les réalités contradictoires et complexes de l'État. Et ne passons pas à côté de Michel Foucault (même en s'en revendiquant) : celui-ci parle de la diffusion du pouvoir de "l'État" dans la société, il ne prétend pas changer l'ordre social par la seule action des micro-contre-pouvoirs ; et dans le même temps, il souligne que les micro-pouvoirs sont en partie libres de déterminations, c'est-à-dire qu'ils peuvent agir. Notre convergence avec Michel Foucault est à construire aujourd'hui : ainsi,

n'oublions pas qu'au moment où il tourne le dos au grand récit du PC d'une prise de pouvoir par le haut, il y a quarante ans, il n'existe pas du côté communiste une option où la prise du pouvoir consisterait à fédérer les micro-résistances, les micro-pouvoirs, à dépasser leurs séparations etc. N'oublions pas, donc, que la porte était close en son temps.

Je suis d'accord avec Pierre Zarka quand il dit : « *Tout État est un instrument de domination* », mais d'une part, comme je viens de l'expliquer, l'État n'est pas que cela, et d'autre part, je ne suis pas d'accord pour considérer que l'État instrument de domination serait un « *invariant* ». Si l'État est toujours un instrument de domination, d'une part il ne domine pas de la même façon en fonction des rapports de forces qui traversent la société - rapports de forces qui ne lui sont pas extérieurs -, d'autre part l'État change et se transforme. Par exemple, il n'y a pas toujours eu des politiques publiques, des services publics, il n'y a pas toujours eu la Sécurité sociale, etc., toutes institutions qu'il serait assez fou de passer par pertes et profits au nom de la lutte contre l'État.

L'approche que je propose évite de nous renvoyer à l'idée catastrophique d'une toute puissance de l'État, ou à un hypothétique grand soir de renversement de toutes les institutions (pour mettre le nouveau parti de la classe ouvrière au pouvoir, en surplomb de la société ?). Au contraire, elle permet d'une part de commencer à dénaturer l'État (l'État n'est pas naturel), d'autre part de chercher explicitement à le dénaturer (c'est-à-dire à en contester l'essence et la substance), par des rapports de force dans la société, donc à l'intérieur et hors des institutions, dans l'État et hors de l'État. Cela doit nous donner des leviers, des armes, de l'indépendance pour gagner de l'émancipation, en nous affranchissant des frontières du dedans et du dehors de l'État (qui participent de l'idéologique dominante...). On peut au passage considérer que l'idée d'une toute puissance de l'État et celle de sa « *destruction* » - toujours à venir... - aboutissent à n'envisager aucune transformation ici et maintenant. A l'inverse, nous devons dire ce qui ne peut plus durer de l' "État" - ce qui doit finir -, ce qui doit dépérir, ce qui doit être transformé, et comment, c'est-à-dire par quel mouvement de dépassement.

Cette conception est contradictoire avec l'idée d'un dépérissement de l'État consécutif à une prise du pouvoir central : il ne s'agit pas de faire dépérir l'État ouvrier (comme l'évoque Francis Sittel), mais de faire dépérir dès à présent l'État en tant qu'instrument de domination, par l'appropriation des pouvoirs. ♦

Auto-organisation et démocratie politique citoyenne



Jean-Claude Mamet

D'abord merci à l'Association des communistes unitaires qui nous permet de revisiter des questions de fond que nous n'avons plus l'habitude de traiter. Je m'exprime là à titre personnel.

Je dois avouer avoir été dérouté par les deux exposés préliminaires sur la notion d'État. Certes, j'ai moi-même évolué sur cette question, comme nous tous. Mais comme cela a été dit avec des intonations différentes (par Pierre Zarka, Laurent Lévy, Bernard Calabuig, Francis Sittel...), je reste attaché à la notion théorique et explicative d'État comme instrument de contrôle socio-historique qui apparaît lorsqu'il y a un conflit de classes sociales qui ne peut pas être apaisé. François Calaret (GU) a parlé d'instrument de "violence légitime" comme définition générale. Je suis d'accord, et pour qu'un instrument de violence soit nécessaire, c'est qu'il y a un conflit social à contrôler, et cela au profit de la classe dominante. C'est le point clef.

Cela dit, ce qui me paraît erroné chez Engels, c'est la notion de "gouvernement sur les choses", lorsqu'il tente d'explicitier la notion d'extinction de l'État. Ce faisant, il abolit la sphère politique comme sphère séparée qui à mon sens est une utopie si on la pense comme possible immédiatement après une prise de pouvoir par la classe prolétarienne (j'y reviendrai). Et deuxièmement, il y a dans ce "gouvernement sur les choses" un parfum de technicisme du pouvoir sur le monde qui paraît marqué par l'idéologie typique du XX^e siècle (le progrès inexorable).

Il a été dit aussi qu'il n'y avait pas d'étude marxiste au XX^e siècle sur ce plan. Il est vrai que Marx n'a pas

produit de travail complet sur la question, mais au XX^e siècle il y a quand même *L'État et la révolution* de Lénine, *Pouvoir politique et classes sociales* (Poulantzas) qui a été cité, et dans ma tradition (issu de la LCR), je citerai *La Révolution et le pouvoir* (Daniel Bensaid), et beaucoup plus près de nous *Marx, l'État et la politique*, d'Antoine Artous (Syllepse), qui me semble un ouvrage clef. Il y a aussi un ouvrage très intéressant de Jacques Texier (Actuel Marx) sur *Marx et la démocratie*. Il y a aussi le travail d'Etienne Balibar.

Ayant cité Lénine, je ne l'ai pas relu pour écrire ceci, mais le débat m'a rappelé des extraits qu'aujourd'hui je trouve erronés. Notamment la notion de "dictature de la majorité sur la minorité" qui caractérise selon

Je reste attaché à la notion théorique et explicative de l'État comme instrument de contrôle socio-historique qui apparaît lorsqu'il y a un conflit de classes sociales qui ne peut pas être apaisé.

Lénine la dictature du prolétariat par différence avec celle de la bourgeoisie. Même si on sait que la formule de "dictature", totalement inadaptée aujourd'hui, n'avait pas alors le sens qu'on lui prête aujourd'hui. Même s'il semble mieux que le pouvoir soit celui de la majorité et pas celui de la minorité, on ne peut s'en satisfaire si simplement.

Une des questions clefs à éclaircir, c'est de différencier l'État avant 1789 et l'État post-1789. Dans l'État avant 1789, la population, on le sait, est assujettie à la classe dominante, qui a longtemps elle-même procédé de Dieu ou de l'ordre divin. La Révolution dite bourgeoise est démocratique, elle libère de cet assujettissement. La portée universelle de cette Révolution est la conquête de la citoyenneté politique : chaque homme / femme est apte à entrer dans la communauté politique. Évidemment, cela ne se fait pas en un jour (esclaves, droit de vote des femmes, exclusion des pauvres, etc). Mais comme le dit Étienne Balibar, 1789 ouvre une période d'égaliberté, c'est-à-dire une période de conquête infinie et sans cesse étendue de nouveaux droits, un droit permanent d'accès à la politique pour toutes et tous.

En même temps, ce droit, toute portée subversive qu'il possède (1848, République, suffrage universel, etc.) camoufle l'inégalité sociale ancrée dans le marché et la société civile et le pouvoir économique : il faut

passer à la République sociale, contre la nouvelle classe dominante. En fait, ce qui fait la puissance de la société bourgeoise et de l'État bourgeois, c'est le dédoublement du pouvoir: d'un côté le pouvoir politique qui semble basé sur la citoyenneté sans cesse élargie, et de l'autre la salarisation et l'exploitation du travail avec pendant près d'un siècle un refus violent

Le processus révolutionnaire devra combiner un double processus d'auto-organisation sociale et la démocratie politique citoyenne poussée jusqu'au bout, ou la 6^e République.

de l'État de reconnaître le droit à l'organisation collective. D'un côté le citoyen, de l'autre le producteur. Ce dédoublement est à la base de la coupure du politique et du social, question sur laquelle nous discutons sans arrêt.

L'erreur bolchevique, à mon avis, et nous l'avons entretenue longtemps (y compris donc à la LCR), c'est que le pouvoir de la nouvelle classe dominée post-1789, le prolétariat, devait avoir un ancrage social exclusif, contre la tromperie de la citoyenneté politique. D'où le mot d'ordre fétiche : "Tout le pouvoir aux soviets", compris comme exclusif. D'où le mépris pour toute conquête démocratique formelle. Et une compréhension de l'État en effet comme un bloc totalement "homogène" (pour reprendre l'expression de Gilles Alfonsi) au service d'une classe. Mais cela ne veut pas dire non plus que l'État est partout (par exemple, il ne faut pas confondre la Sécurité sociale et l'État, même

si on peut parler d'État social, comme État ayant fait des compromis avec les luttes populaires).

Aujourd'hui, je pense que "la politique" restera longtemps une instance séparée de la vie sociale générale. Et que le processus révolutionnaire et l'institutionnalisation nécessaire du pouvoir de la classe révolutionnaire devra combiner, dans une tension continue et durable, un double processus :

- L'auto-organisation sociale ou autogestion, avec quantité de possibilités et pas seulement pour les "saliarié-e-s" mais aussi pour les groupes opprimés (auto-organisation des femmes, de minorités, etc.)

- La démocratie politique citoyenne poussée jusqu'au bout, ou la 6^e République. Je ne détaille pas. Le suffrage universel est indépassable pour trancher les débats en dernière analyse.

Ces deux processus peuvent déboucher par exemple sur une double chambre : une chambre politique et une chambre sociale.

En tout cas, la révolution victorieuse n'est pas la fin de la politique, et ce n'est pas le gouvernement des "choses", même si elle conduira sans doute à un remaniement complet, mais très long, de la dissociation social / politique qui traverse les personnes dans cette société. ♦

Jean-Claude Mamet

Appropriation du pouvoir par le peuple et dépérissement de l'État



Bruno Bessière

Pouvoir et État ne se confondent pas. La manière dont le thème a été formulé pose donc un peu problème. Il aurait été intéressant d'avoir un premier temps de réflexion sur le pouvoir, avant de se pencher sur la question de l'État.

Le pouvoir, nous en avons tous, que nous l'exercions ou pas. L'un des enjeux des rapports de domination et de l'existence de l'État, c'est d'ailleurs que les gens ne l'exercent pas, qu'ils pensent ne pas en être capables, qu'ils pensent même ne pas avoir de pouvoir et, finalement, qu'ils n'essaient pas de se mêler des décisions.

L'État, c'est l'extériorisation du pouvoir du peuple dans une institution qui lui impose des décisions. Pour s'émanciper, il faut donc s'en dégager. C'est pourquoi je ne partage pas la formulation de la citation de Roland Weyl*. En effet, le pouvoir du peuple ce n'est pas la « démocratisation de l'État », mais c'est le contraire de l'État. La démocratisation des prises de décision est souhaitable et possible, mais elle ne peut se faire que par le recul de l'État et de la délégation de pouvoir qui lui est consubstantielle, au profit de formes d'exercice du pouvoir qui soient de plus en plus autogestionnaires.

Cela ne signifie pas que l'État soit en dehors des contradictions de la société et des rapports de force. Tout ce qu'ont fait les institutions étatiques dans l'Histoire n'est pas le seul produit de la classe dominante, sinon il n'y aurait pas eu de Sécurité sociale, en France, par exemple, car ce n'était pas un souhait des capitalistes. Toutefois, l'État reste, de manière essentielle, un instrument de la classe dominante et un instrument pour déposséder le peuple de son pouvoir. La question du dépérissement de cet État est donc incontournable.

Ce dépérissement ne passe pas uniquement par la prise de plus en plus de bouts de pouvoirs institutionnels pour transformer les rapports que ces pouvoirs entretiennent avec les citoyens dans un sens plus démocratique. Il passe aussi et avant tout par la production d'idées, d'actions et de décisions collectives par les gens qui s'auto-organisent.

Les micro-prises de pouvoir isolées, les luttes sociales ou les mouvements de grande ampleur, comme celui des Indignés ou les révolutions dans les pays arabes, sont certes utiles, mais ils échouent quand ils ne s'inscrivent pas dans un processus d'appropriation du pouvoir plus général et plus permanent. Sinon, confrontés

L'État reste, de manière essentielle, un instrument de la classe dominante et un instrument pour déposséder le peuple de son pouvoir. La question du dépérissement de cet État est donc incontournable.

à ce qui domine dans la société et qui va à l'encontre des expériences qu'ils mènent, ils ont toutes les chances d'être dévoyés ou étouffés.

Par exemple, si des coopératives veulent s'autogérer en ne s'occupant que de leur fonctionnement interne et sans se soucier de desserrer l'étau de l'océan de capitalisme dans lequel elles évoluent, elles ont toutes les chances de finir par se faire tuer, absorber ou d'être conduites à se renier. Évoluant dans un environnement majoritairement contraire et hostile à leur logique, elles risquent de devoir se plier (de gré ou de force) aux exigences et aux critères capitalistes de leurs banquiers, de leurs fournisseurs, de leurs gros clients, des règles et dispositifs des institutions nationales, de l'Union européenne, de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), etc. Ces coopératives ont donc le plus grand besoin, pour parvenir à leurs objectifs, de s'occuper de transformer leurs rapports avec l'extérieur, de contribuer à transformer la société et le monde, dans le sens de leur logique à elles.

Autres exemples, le mouvement des Indignés en Espagne n'avait pas pour objectif la politique du premier ministre de droite Rajoy et les Tunisiens qui ont fait la révolution n'avaient pas pour objectif la politique que

* Tribune de Roland Weyl, dans *L'Humanité* du 15/03/2013, "État, "société civile", souveraineté populaire", évoquée par Philippe Stierlin, modérateur de la séance (<http://www.humanite.fr/tribunes/l-etat-la-societe-civile-et-la-souverainete-popula-517481>)

mènent les Frères musulmans d'Ennhada. Pourtant, ce sont eux qui ont été élus, après ces mouvements. Les manques dans la manière de penser le changement et la persistance de cultures de délégation de pouvoir ou de non appropriation du pouvoir ont abouti à des dévoiements et des impasses, perpétuant la dépossession des peuples de leurs pouvoirs et leurs imposant des politiques contraires à leurs aspirations. Cela ne signifie pas que les mouvements en question ne peuvent pas connaître d'autres développements, des évolutions et, finalement, une issue plus conforme à leurs souhaits, mais que, pour l'instant, ils n'en ont pas trouvé les voies.

Le processus d'appropriation populaire du pouvoir et de dépérissement de l'État n'a pas besoin de délai et

peut commencer immédiatement. Par contre, ce qui n'est pas possible, c'est de le faire par étapes, selon le schéma : dans un premier temps, on prend le pouvoir étatique, voire on le renforce, pour ôter leur pouvoir aux capitalistes, dans un deuxième temps, il y a appropriation du pouvoir par le peuple et démocratisation. En effet, cette appropriation du pouvoir par le peuple et cette démocratisation sont la condition du dépérissement de l'État et d'une transformation sociale émancipatrice. Donc, soit cela se fait d'un même mouvement, soit cela ne se fait pas. Et, en la matière, nous avons quelques exemples historiques de ce qui n'a pas fonctionné. ♦

Bruno Bessière

Penser un au-delà de l'État

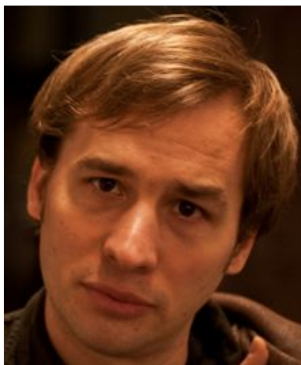
Makan Rafatdjou

Effectivement, la lutte de classe dans la société de classes, c'est à partir du moment où la lutte de classe est antagonique des dominations, oui. Mais l'État n'est pas réductible à cela, de la même façon que les sociétés de domination ne sont pas réductibles aux dominations. C'est une donnée essentielle. C'est-à-dire que si l'on réduit l'État uniquement à cette dimension de domination, on passe à côté des choses ; pas pour l'instant, pas seulement pour la lutte politique, mais y compris dans l'énorme capacité d'imagination qu'on doit faire pour la société future ; parce que cette société, d'une certaine façon le dépérissement de l'État, c'est un au-delà de l'État et pas un en-deçà de l'État.

Et c'est très important, y compris de la façon dont cela a été dit, c'est-à-dire la façon dont on peut émaner par

le bas, comment c'est l'émanation de travail entre les gens, dans un monde qui n'a rien à voir avec les sociétés primitives, etc. Ce n'est pas la société étudiée par classes, on n'est pas dans les mêmes situations. On est à l'échelle de sept milliards, demain dix milliards d'individus, à l'échelle des choses qui se croisent en termes de complexité, d'antagonisme, etc. On est y compris, sur cette question - j'aime beaucoup cette phrase de Castoriadis - sur l'idée qu'« *il n'y a pas d'autogestion sans autolimitation* ». Il faut que l'humanité soit en capacité d'autolimitation, non pas par inhibition mais par la sagesse de ne pas utiliser une puissance infinie. On est donc dans un moment où la capacité de penser l'au-delà de l'État ne doit absolument pas ni être remis aux calendes grecques, ni être en-deçà de ce qu'ont été les institutions, que je ne réduis pas non plus à l'État. ♦

Ecoles du pouvoir et État fluctuant



Guillaume Attencourt

Je voudrais parler des écoles du pouvoir, parce que c'est quelque chose qui n'a pas été abordé. Je pense à Sciences Po, l'ENA, HEC, Normale Sup, qui

sont des instances de légitimation du pouvoir, par ailleurs avec des droits d'entrée très élevés, des concours, etc. L'un des droits d'entrée serait d'avoir des connaissances en droit extrêmement élevées, pointues, etc. Et je pense que ces écoles de pouvoir viennent asseoir ensuite une forme d'habitude du pouvoir, une sorte de noblesse d'État qui permet la légitimation du pouvoir. Donc, pour discuter de l'État et du pouvoir, il serait intéressant de voir comment on peut remettre en cause aussi les écoles du pouvoir.

D'autre part, j'étais tout à fait d'accord avec l'intervention de Gilles sur le fait que le pouvoir n'est peut-être pas monolithique, en ce sens qu'il est fluctuant, et qu'il y a des périodes où la main gauche de l'État est plus forte, comme au moment de l'État providence, et des périodes où l'État pénal est beaucoup plus fort. ♦

Initié par l'Association des communistes unitaires, le séminaire Communisme a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du 21^{ème} siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Le séminaire a pris son envol le 2 février et s'est poursuivi le 30 mars autour de deux thèmes :

- ◆ "Qu'est-ce que l'aliénation ? Comment s'émanciper ?"
- ◆ "Où est le pouvoir ? Que faire de l'État ?"

Le programme des prochaines séances se précise, tout en laissant la possibilité de le modifier et de l'enrichir en fonction du cheminement collectif.

Les prochains thèmes sont identifiés :

- ◆ "Angles morts et leçons du communisme",
- ◆ "Combat anthropologique",
- ◆ "Déjà-là du communisme, dépassement, révolution, utopie", intégrant le débat "socialisme ou communisme ?"

- ◆ "Individu, sujet, collectif, rapports sociaux ?",
- ◆ "Valeur, activités humaines, travail, hors-travail"
- ◆ "Désir d'agir ? Avec qui et comment ?"

Parmi les sujets à approfondir, souvent en prolongement des thèmes énoncés ci-dessus, citons : *Qui sont les révolutionnaires d'aujourd'hui ? - Quelle appropriation sociale et comment ? - La question nationale et raciale ? - Les nouveaux champs à investir par le communisme (Communisme 2.0, consommation...) - Que faire des pensées de Foucault, Bourdieu, Guattari ? etc.*

Sur tous les sujets, il est fait appel à contribution en amont des séances. Pour suivre l'actu du séminaire, tout est sur le site :

www.comunistesunitaires.net

Troisième journée à Paris

Trois séquences le samedi 1^{er} juin 2013

de 9h45 à 22 h 30

à l'AGECA, 177 rue de Charonne - 75011 Paris
métro : Alexandre Dumas (ligne 12) ou Charonne (ligne 9)

Séance "Angles morts et leçons du communisme"

Les échecs des régimes se réclamant du communisme à l'Est de l'Europe sont moins présents dans le débat public. Cependant, plutôt que de tourner la page, n'est-ce pas le bon moment pour se demander : y a-t-il eu, ou pas, un "communisme du XX^e siècle", qu'est-ce qui le caractérise et comment se débrouiller avec son héritage ? Afin que l'histoire ne se répète pas et pour mieux armer le combat pour l'émancipation, cette séance pourrait pointer les "angles morts" des communismes politiques également.

Déjeuner et dîner sur place, sur inscription

Pour s'inscrire, adresser un mail à André Pacco : oside1@orange.fr ou un texto : 06 89 16 94 77

Attention à préciser : Nom - Prénom Déjeuner et-ou Dîner

Participation : 10 € par repas à régler sur place.

Séance "Combat anthropologique"

À l'occasion du mouvement contre le mariage pour tous, la droite est parvenue à porter une vision de la société appuyée sur un système de valeurs, archaïque et profondément néfaste du point de vue des partisans de l'émancipation, mais efficace. Face à elle, "la gauche" apparaît en panne de projet, de vision et de cohérence. Comment sortir du morcellement des luttes, de la juxtaposition des revendications ? Comment passer d'un simple raccordement du "social", du "sociétal", de l'"écologie" et de la "démocratie", à une démarche anthropologique pour un mouvement global de transformation de la société ?

Séance : Droit de suite sur l'État

Lors d'un premier débat sur "Où est le pouvoir ? Que faire de l'État", plusieurs points nécessitant d'être approfondis avaient été pointés. Il est proposé le 1^{er} juin de se centrer sur trois questions clefs :

- De quoi parle-t-on quand on parle de "l'État" ? Il s'agit de clarifier les objets de la discussion, afin de mieux identifier ce qui fait consensus et ce qui fait débat.
- "L'État" est-il un instrument de domination ? N'est-il qu'un instrument de domination ?
- Que signifie faire dépérir "l'État", mener sa démocratisation radicale ou encore dépasser "l'État" ? Faut-il privilégier l'un ou l'autre de ces objectifs, ou les associer ?

Les séances seront enregistrées. Une participation aux frais d'organisation du séminaire (location des salles, publication...) sera possible sur place.

Contact : ACU - Séminaire Communisme - 2 rue Edouard Vaillant - 93200 Saint-Denis
Mail : acu@plateformecitoyenne.net - Pour toute information, rendez-vous sur le site www.comunistesunitaires.net et dans l'hebdo *Cerises* : www.cerisesenligne.fr